

Clarté



Prolétaires de tous les pays, peuples et nations opprimés, unissez-vous!

**Plus de 1,310,000 sans emploi au Canada,
1,000,000 sans assurance-emploi**

Le Parti Communiste en campagne pour l'assurance-emploi

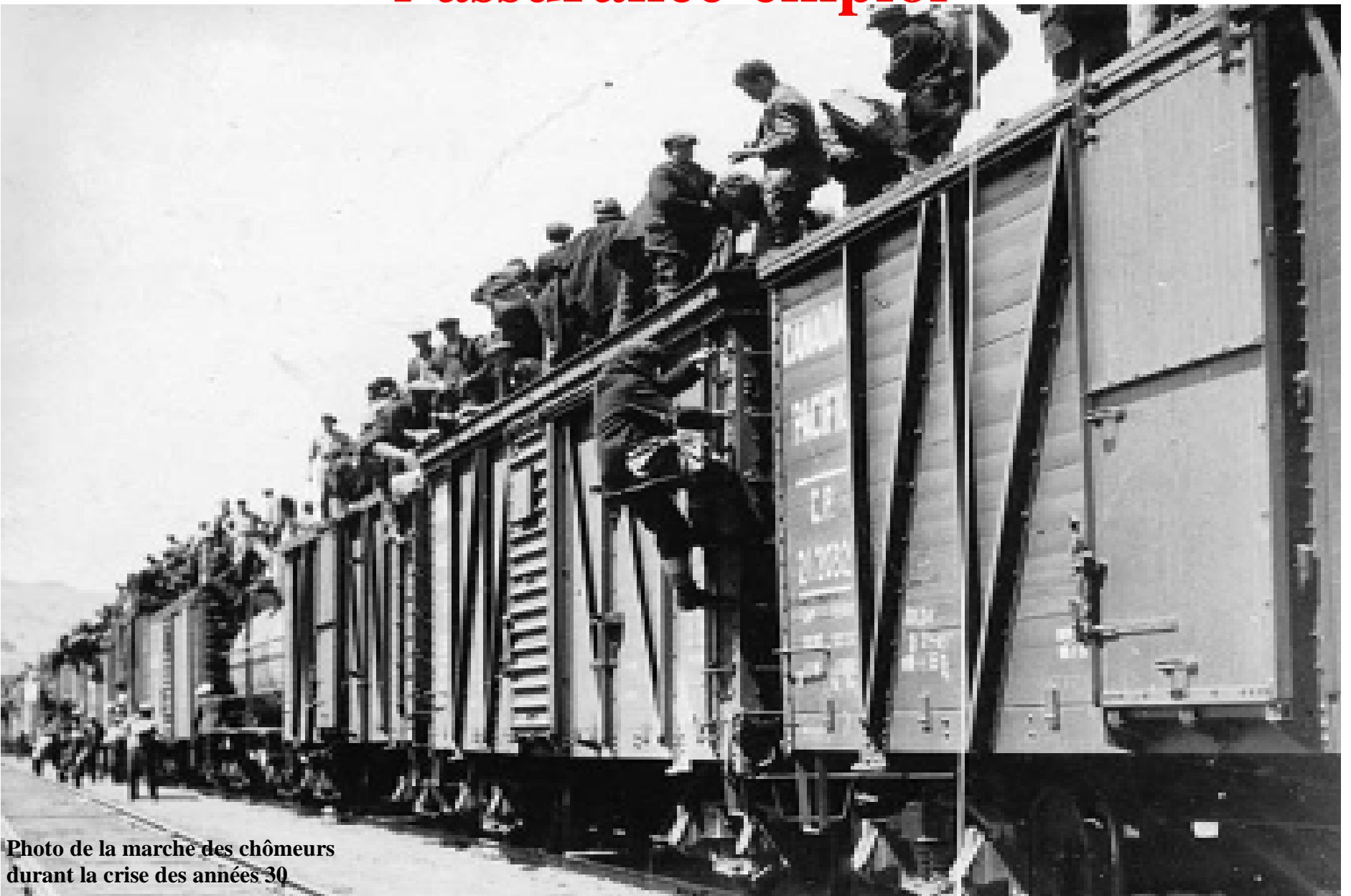


Photo de la marche des chômeurs
durant la crise des années 30



**Mettons fin
à l'apartheid israélien**

Sommaire :

- Les libéraux réélus, Québec Solidaire fait une percéep. 2
- Débarrassons-nous immédiatement des conservateurs.....p 3
- Le parti communiste en campagne pour l'assurance-emploi.....p 3
- Afghanistan, l'histoire que l'on ne raconte pasp 4
- D'une crise à l'autre : 1929-2008p 7
- Les dirigeants israéliens sont des fascistesp 9
- Le Canada doit dénoncer l'agression d'Israël à Gazap10
- La 10ième Rencontre Internationale des Partis Communistes et Ouvriers.....p 12

Sur l'Internet: www.pcq.comunist-party.ca
<http://pccpcq.blogspot.com>,

LES LIBÉRAUX RÉELUS, QUÉBEC SOLIDAIRE FAIT UNE PERCÉE

Par Robert Luxley

Comme les sondages l'indiquaient, le gouvernement libéral (minoritaire) de Jean Charest a obtenu un troisième mandat de suite et a réussi à gagner une courte majorité parlementaire. Le Parti Québécois pour sa part a repris le rôle d'opposition officielle qu'il avait perdu en 2007 aux mains de l'Action Démocratique de Mario Dumont.

Déclenché immédiatement après l'élection fédérale, le scrutin au Québec aura connu à 57% l'un des plus faibles taux de participa-

tion de son histoire. Par rapport à l'élection du 26 mars 2007, le nombre de votes exprimés fut réduit de plus de 720 000.

Résultat qui à première vue semble peu surprenant lorsqu'on considère qu'une majorité de citoyens considéraient avec un cynisme certain que Charest déclençait les élections pour seul motif de profiter de l'avance de son parti dans les sondages. La campagne électorale elle-même fut extrêmement morne, les principaux partis véhiculant essentiellement les mêmes promesses. De plus, la crise

politique fédérale a reléguée la campagne provinciale au second plan de la scène publique.

Cependant, le faible taux de participation est dû principalement à la déconfiture de l'ADQ. En effet, l'ADQ a perdu près de 700 000 votes par rapport à l'élection de 2007. Les Libéraux ont augmenté leurs votes d'environ 52 000 et le PQ de 16 000.

En 2007, en « surfant » sur une campagne raciste menée par certains médias autour du débat sur les « accommodements raisonnables », l'ADQ avait pu de surprenante façon passer du statut de tiers-parti

à celui d'opposition officielle. Mais la piètre performance de la députation adéquate à l'Assemblée nationale ainsi que ses politiques ultra-conservatrices dans le contexte de crise économique lui fit perdre beaucoup de crédibilité aux yeux de l'électorat. Avec la démission du chef Mario Dumont annoncée le soir du scrutin, la survie de ce parti d'extrême-droite est sérieusement menacée.

Par rapport à 2007, QS a obtenu près de 22 000 votes de moins. La baisse globale de la participation l'explique probablement en partie, mais on peut penser aussi que certains électeurs souverainistes sont retournés au PQ, surtout suite au « Québec bashing » lancé par les Conservateurs au Canada anglais dans le cadre de la crise politique fédérale.

Considérant ses faibles moyens, QS a concentré le gros de ses énergies dans les comtés de Montréal où ses deux portes-parole étaient candidats. Cette tactique a réussi en grande partie puisque Françoise David est arrivée en bonne deuxième position dans les grands médias lui Gouin et Amir Khadir fut élu dans ont accordé, Québec Mercier. Son élection va donner à QS une tribune et une crédibilité qui devrait lui servir dans le futur. ■

Amir Khadir et Françoise David, lors de la soirée électorale de Québec Solidaire au Medley, à Montréal, le 8 décembre 2008.



Amir Khadir et Françoise David, lors de la soirée électorale de Québec Solidaire au Medley, à Montréal, le 8 décembre 2008.

Le PCQ en quelques mots :

Le Parti communiste du Québec est un parti voué à la défense des intérêts de la classe ouvrière. Ses membres sont actifs au sein des syndicats, des organisations communautaires et populaires, auprès des jeunes, du mouvement des femmes et des organismes de solidarité internationales.

Les rangs du PCQ sont ouverts à toutes les personnes qui veulent lutter contre l'exploitation, contre toutes les formes d'injustice, en particulier l'oppression du peuple québécois et des nations autochtones, pour l'abolition du système capitaliste, pour son remplacement par le socialisme et ultimement par le communisme. Pour parvenir à ces objectifs, nous croyons essentiel que la classe ouvrière s'unisse et conquière, en alliance avec les autres couches exploitées de la population, le pouvoir politique.

Les membres du PCQ font également partie du Parti communiste du

Canada (PCC). Le PCQ possède cependant un statut particulier au sein du PCC. Ce statut découle de la reconnaissance au sein du mouvement communiste du fait national québécois.

Depuis sa fondation, en 1921, le Parti communiste a accumulé une grande expérience. Son histoire est intimement liée à de nombreuses avancées des mouvements ouvrier et populaire

- Joignez-vous à un parti qui met au premier plan les intérêts du peuple, avant les profits des entreprises.

- Joignez vous à un parti dont les différentes composantes, d'un bout à l'autre du pays, œuvrent sans relâche pour contrer le discours néolibéral, pour favoriser le développement d'un mouvement de riposte et faire progresser le combat social.

Contactez-nous!

Clarté

Prolétaires de tous les pays, peuples et nations opprimés.
Unissez-vous!

Rédacteur en chef: Robert Luxley

3115, av. Appleton, app. 1,
Montréal (Québec) Canada H3S 1L6
Téléphone : (514) 737-7817
Courriel : pueblo@sympatico.ca

Clarté est publié par
Les « Éditions Clarté »

La reproduction des articles et des photos est sée(et même encouragée) à condition d'en tionner la source.
Dépôt légal Bibliothèque Nationale, 2004.

Imprimé par les travailleuses et travailleurs syndiqués de
l'Imprimerie Payette & Simms

Les articles non signés expriment le point de vue de l'organisation .
Les articles signés sont personnels.

Nous invitons nos lecteurs et lectrices a nous écrire
Collaborateurs et collaboratrices: Pierre Bibeau, Marianne Breton-Fontaine, Paul Fougère, Robert Luxley, Edwin Mayen, Fabiola Mella, Hugo Pouliot, William Sloan, Traducteurs: Antonio Artuso, Normand Raymond et William Sloan.
Infographie: Sylvain Archambault, Antonio Artuso et Normand Raymond.



LE PARTI COMMUNISTE EN CAMPAGNE POUR L'ASSURANCE-EMPLOI

Traduit de l'édition du 15-28 février 2009 de *People's Voice*

En août dernier, le Comité central du Parti communiste du Canada s'était réuni dans les jours précédents une campagne électorale fédérale déclenchée à l'improviste, qui a été perturbée à mi-parcours par le krach boursier mondial.

Pour la première fois depuis que cette crise a éclaté, le CC s'est réuni à Toronto durant le week-end des 31 janvier-1^{er} février, dans une conjoncture politique ayant fortement évolué au Canada et partout dans le monde. Fini les illusions sur le «succès» de la politique néolibérale capitaliste, tandis que l'intérêt de la classe ouvrière pour une alternative populaire et pour le socialisme est en hausse. Tous les membres du CC conviennent que l'année à venir en sera une de défis intenses pour la classe ouvrière, et d'opportunités extraordinaires pour construire le parti communiste.

Le CC a adopté un vaste rapport politique analysant la situation internationale, la résistance à travers le Canada, et le travail entrepris pour renforcer les mouvements de masse et pour construire le parti communiste.

Le chef du Parti, Miguel Figueroa, a déclaré: «Cette réunion du Comité central arrive à un moment extrêmement critique dans la lutte pour la paix, pour les emplois et les droits sociaux et politiques de la classe ouvrière au Canada et à l'étranger. C'est également une réunion cruciale pour notre propre Parti, qui est confrontée à d'énormes défis avec des ressources limitées, mais en même temps dans des circonstances qui offrent d'importantes possibilités pour la croissance et le développement de notre Parti et du mouvement de riposte dans son ensemble.»

Le rapport de Figueroa, présenté

au nom du Comité exécutif central, a fourni une vaste gamme de données sur la situation mondiale. Par exemple, le 21 janvier, l'Organisation mondiale de la Santé a publié un rapport inquiétant sur « La crise financière et la santé mondiale », avertissant que « le monde risque de vivre la plus grave récession économique depuis les années 1930. Il est estimé que les récentes augmentations du coût de la nourriture et du carburant ont fait basculer plus de 100 millions de personnes dans la pauvreté. Le défi auquel le monde est maintenant confronté est d'éviter que la crise économique ne dégénère en crise sociale et en crise de santé Le manque de nourriture et la malnutrition qui s'en suit prédispose les individus à la maladie et par conséquent agit comme un cercle vicieux sur le ralentissement économique. »

Rejetant les arguments que la présente récession ne serait « seulement qu'une autre crise cyclique », le rapport de Figueroa a souligné que «ce qui distingue la crise actuelle des précédentes sont les éléments qui en sont venus à jouer un rôle dominant dans le processus d'accumulation du Capital, en particulier le rôle des capitaux spéculatifs ». Bien que la spéculation ait toujours été une composante du capitalisme, elle pénètre maintenant tous les aspects de l'économie et la politique, non seulement les actions et les entreprises, mais aussi les monnaies nationales, au point où les marchés financiers internationaux dictent les politiques économiques nationales.

Malgré certaines divisions, note Figueroa, «ce qui unit la classe dirigeante, c'est le désir de surmonter la crise au dépend de la classe ouvrière - à la fois directement par l'abaissement du coût (prix) de la main-d'oeuvre, la principale cible étant le mouvement ouvrier organisé ... et indirectement, par l'utilisation des deniers publics (dont la majeure

partie provient des poches des travailleurs-euses) pour prémunir les investisseurs contre les pertes et renflouer les profits qui s'affaiblissent. Les divergences entre les deux camps sont d'ordre tactique, elles ne portent pas sur leurs politiques fondamentales.»

Pour la classe ouvrière, a-t-il conclu, « tout cela est inacceptable. En ce qui concerne les soi-disant «stimulations» financées par les recettes publiques et / ou des déficits, la question n'est pas la «stimulation» en tant que telle, mais plutôt quels genres de stimulation, et quels intérêts servent-ils? »

Figueroa a souligné que le PCC est « parfaitement d'accord avec la position des communistes grecs, qui a été résumée dans leur intervention à la Réunion internationale des partis communistes et ouvriers tenue au cours du mois de novembre dernier: « À notre avis, ce que la bourgeoisie considère une menace pour son économie et la stabilité politique est un espoir pour les forces ouvrières et populaires, tant que les partis communistes et les mouvements anti-impérialistes ne perdent de vue le seul moyen de s'en sortir ... Nous devrions utiliser cette situation au maximum dans le but de promouvoir le processus d'unité au sein de la classe ouvrière, aussi bien que son alliance politique et sociale avec d'autres couches populaires ... »

Le rapport critique fortement la tendance de certains dirigeants ouvriers et social-démocrates de faire des concessions plutôt que de se mobiliser pour une riposte plus forte. Figueroa souligne la récente déclaration du chef des TCA, Ken Lewenza, qui a indiqué que son syndicat est prêt à rouvrir les conventions collectives pour accepter des concessions sur les salaires et les conditions de travail parce que « nous ne pouvons pas ignorer la situation financière précaire de ces (auto) entreprises ». Sur une

même note, chef du NPD Jack Layton, prenant la parole à la Chambre de commerce de Toronto en janvier dernier, a déclaré: "C'est ce courage de la population canadienne qui fait la force de notre pays. Associations ce courage paisible avec de judicieux investissements pour l'avenir ... C'est ce type courage dont les travailleurs-euses auront besoin pour accepter une réduction de salaire afin que vos amis à l'usine puissent conserver leurs emplois. "

Au contraire, dit Figueroa, « les travailleurs-euses canadiens-nes doivent suivre l'exemple donné récemment par leurs frères et sœurs en Europe, où des millions sont sortis dans la rue en Grèce, en France, en Allemagne et ailleurs, avec le même message: « Nous n'avons pas créé cette crise économique, et nous nous n'en ferons pas les frais! »

Avec la montée en flèche du chômage, le défi le plus immédiat sera la lutte pour rétablir l'accès à l'assurance-emploi pour les deux-tiers des travailleurs-euses canadiens-nes qui en sont privés par une réglementation restrictive et pour améliorer le niveau des prestations. Le Comité central a décidé de lancer une campagne spéciale sur les questions de l'emploi et de l'assurance-emploi, impliquant des actions publiques, des forums, des dépliants, et autres efforts visant à approfondir la compréhension de la crise capitaliste et les attaques sur les emplois et les programmes sociaux. Le Parti va également apporter son soutien total aux efforts du mouvement ouvrier en vue d'améliorer l'assurance-emploi.

Cette activité publique sera complétée par un renforcement du travail d'éducation du Parti. L'afflux croissant de nouveaux membres fait en sorte que la majorité des communistes canadiens-nes ont joint le Parti depuis

le début des années 1990. Beaucoup sont issus des communautés immigrantes, apportant avec eux et elles de puissantes traditions de lutte de classe et de luttes révolutionnaires de leur pays d'origine. Pour profiter pleinement des conditions plus favorables de recrutement, le CC insiste qu'il est nécessaire d'accroître le travail pour aider à améliorer le niveau d'activité et d'organisation des cellules, la base du PCC. Ces efforts aideront à renforcer et à construire le Parti jusqu'à son 36^{ème} congrès qui est prévue en février 2010.

Le secrétaire général de la Ligue de la Jeunesse communiste, Johan Boyden a fait rapport au CC de l'activité de la LJC et du travail des communistes parmi les jeunes partout au Canada. Depuis son congrès de refondation en 2007 a dit Boyden, la LJC a vu le nombre de ses adhérents et son niveau général d'activité augmenter, et ses membres jouent un rôle important dans nombre d'organisations ouvrières et étudiantes.

Le CC a également adopté plusieurs résolutions spéciales, incluant un appel à une pleine participation aux manifestations contre la guerre en avril de cette année pour marquer le 60^e anniversaire de l'OTAN. Une autre résolution salue le 90^e anniversaire de la grève générale de Winnipeg, qui a eu lieu en Mai, Juin 1919 et a eu un impact historique sur les mouvements ouvrier et révolutionnaire au Canada.

Les documents intégraux de la réunion du Comité central seront mis sur le site web du Parti communiste, www.communist-party.ca. Des copies imprimées seront disponibles au bureau central du PCC ainsi que qu'auprès des organisations provinciales et locales. ■

DÉBARRASSONS-NOUS IMMÉDIATEMENT DES CONSERVATEURS DE HARPER!

Luttons pour de nouvelles politiques au service des gens d'abord, pas des profits!

Déclaration sur l'évolution de la situation au Parlement diffusée par le Comité exécutif central du Parti communiste du Canada le 2 décembre 2008 :

Le gouvernement fédéral conservateur, sous la direction du premier ministre Stephen Harper, est sur le point de subir une cuisante défaite, six semaines après les élections générales du 14 octobre. Les conservateurs méritent pleinement d'être destitués de leurs fonctions lundi prochain au cours du vote de non confiance. Le Parti communiste du Canada se joint au mouvement syndical et aux autres forces démocratiques pour lancer un appel à défaire ce gouvernement.

Contrairement aux déformations médiatiques émises par le bureau du premier ministre, la crise actuelle du gouvernement n'est pas due à une quelconque conspiration concoctée au sein des bancs de l'opposition. Elle a plutôt pour cause l'arrogance et la vanité des conservateurs et leur stupéfiante indifférence à l'égard des craintes et des préoccupations des travailleuses/eurs alors que la crise économique capitaliste s'aggrave toujours plus et menace les emplois, les prestations, les rentes et la protection sociale de millions de travailleuses/eurs canadiens.

Jeudi dernier, la mise à jour économique présentée par le ministre des Finances, Jim Flaherty, a dévoilé la nature anti-classe ouvrière, de droite, favorable aux grandes entreprises du gouverne-

ment conservateur. Le mini-budget de Flaherty a provoqué l'impasse actuelle en ignorant lamentablement les préoccupations du peuple en refusant de prendre des mesures législatives de protection et de stimulation des dépenses publiques. Au lieu de cela, le gouvernement Harper a utilisé l'aggravation de la crise économique comme prétexte pour lancer une attaque frontale opportuniste contre le secteur public par le biais de son plan de vendre 3,4 milliards de dollars en biens publics à ses amis, les grandes entreprises, en limitant les salaires fédéraux et en "suspendant" le droit de grève des employés fédéraux, en s'attaquant à l'équité salariale envers les femmes et en annulant la Loi sur le financement des partis, dont les grands partis politiques, particulièrement les partis de

l'opposition, dépendent dans une large mesure.

Attachés à leur ordre du jour économique et politique de droite néo conservateur, les conservateurs, avec une grande arrogance et croyant présomptueusement qu'ils pourraient survivre à une autre série de "caquetage de basse-cour" parlementaire (comme cela a été dit) avec les partis d'opposition, les conservateurs Harper ont décidé d'aller de l'avant comme s'ils avaient la majorité au Parlement. Mais, comme notre parti l'a déclaré immédiatement après l'élection d'octobre, les «conservateurs n'ont pas de mandat pour imposer leur ordre du jour de droite au pays».

Comme résultat de ses politiques et de ses actions opposées au

peuple, le gouvernement Harper n'a pas seulement perdu la "confiance" de la majorité des députés de la Chambre. L'immense appui du mouvement syndical et des mouvements populaires pour la nouvelle coalition libérale-néo-démocrate montre que ce gouvernement a également perdu la confiance de la majorité de la population canadienne.

Notre parti se félicite du refus par les partis de l'opposition de se laisser bernier par les derniers reculs de Harper (il a proposé de renoncer à l'annulation du financement des partis et à l'interdiction du droit de grève aux travailleurs du gouvernement fédéral), et invite ces partis à tenir fermement à leur engagement de défaire ce gouvernement discrédité (**suite à la page 8**)

L'ASSURANCE-EMPLOI: CONQUISE DANS LA LUTTE

Par Kimball

Cariou Comme les travailleurs-euses sont confrontés à une profonde crise économique, des demandes pour que soit apporté d'importantes améliorations du régime d'assurance-emploi se font de plus en plus pressantes. Pendant de nombreuses années, les médias et les hommes politiques de droite ont répandu l'idée que l'assurance-emploi c'était « la vie facile » pour les chômeurs-euses, un « cadeau » à même les taxes et des dépenses pour les gouvernements », un programme financé par les contribuables qui encourage la « paresse » au détriment de l'obéissance et de la fidélité à l'égard des employeurs. Malheureusement, il y a aussi eu des arguments provenant de certains à gauche prétendant qu'il fallait voir dans l'assurance-chômage un moyen pour la classe dirigeante d'atténuer les luttes populaires.

Mais la vérité est bien différente, et nous avons besoin de nous rappeler l'histoire du mouvement ouvrier pour réfuter ces fausses idées.

Presque tous les grands pays capitalistes ont adopté des systèmes d'assurance-chômage au début du 20e siècle. Les détails varient d'un pays à l'autre, mais l'existence de ces programmes est le reflet de la réalité qui veut que le capitalisme ne peut jamais assurer le plein emploi. Les employeurs ont actuellement besoin d'une grande "armée de réserve de chômeurs" pour faire baisser les salaires et pour limiter la capacité des travailleurs-euses à s'organiser en un puissant mouvement syndical.

En fait, le capitalisme lui-même génère le chômage. En quelques mots, chaque capitaliste (ou sociéte) en concurrence contre les autres s'efforce de maximiser ses profits en réduisant les coûts

salariaux. Cela peut se faire en baissant les salaires, en cassant les syndicats, en allongeant la journée de travail, en accélérant la production, ou en investissant dans de nouvelles technologies pour économiser en coût de main-d'œuvre. Cette dernière tactique permet de réduire la main-d'œuvre et d'envoyer des travailleurs-euses au chômage. Les capitalistes qui en tirent alors des profits relativement plus importants tirent avantage de cette situation pour continuer d'augmenter des investissements de capitaux afin de réduire encore davantage les coûts du travail. Ceux qui ne parviennent pas à répondre à cette concurrence sont acculés à la faillite, jetant par le fait même encore plus de travailleurs-euses dans « l'armée de réserve ».

En d'autres termes, le chômage n'est pas le résultat d'« imperfections » - il s'agit d'une caractéristique permanente, faisant partie intégrante de notre système économique.

Malheureusement pour les patrons, les travailleurs-euses sans emploi refusent de simplement baisser les bras et de se laisser tranquillement mourir de faim. Utilisant un large éventail de moyens - manifestations de masse, grèves, élections - les travailleurs-euses ont toujours combattu, entre autres mesures, pour des journées de travail plus courtes, de meilleurs salaires, pour le droit de s'organiser, pour l'assurance-chômage, et pour la création d'emplois.

Cette lutte au cours des années 1930 fut la plus critique l'histoire de la classe ouvrière canadienne. Alors que la Grande Dépression empirait, il est estimé que le chômage au Canada affectait le cinquième de la main-d'œuvre. La réponse du gouvernement conservateur de RB "Iron Heel" Bennett avait été d'obliger des milliers d'hommes célibataires sans-emploi à vivre

dans des camps de travail isolés. Payés seulement vingt cents par jour dans ces « camps d'esclaves », les travailleurs formèrent l'Union des ouvriers des camps de secours, affiliée à la Ligue d'Unité ouvrière dirigée par les communistes. Leur mouvement s'inspirait de l'Union Soviétique, où l'exploitation capitaliste avait été supprimée, et où les travailleurs-euses avaient réalisé des avancées sociales de grande envergure.

Au printemps de 1935, les membres de l'UOCS se réunirent à Vancouver, où les résidents répondirent par de généreux appuis de solidarité et d'énormes rassemblements. Les travailleurs décidèrent d'aller porter leurs réclamations pour « du travail et des salaires » - des emplois et des revenus pour vivre - directement au gouvernement fédéral. Le 3 Juin des centaines sont montés sur des trains de marchandises pour commencer la fameuse « Grande marche sur Ottawa. » Comme les marcheurs gagnaient en nombre et en soutien plus ils avançaient vers l'Est, les Conservateurs de Bennett et l'ensemble de la classe dirigeante étaient terrifiés, craignant une révolution socialiste au Canada. Le Marche fut écrasée par une attaque brutale de la police à Regina le 1^{er} juillet 1935, bien que les travailleurs-euses sans emploi en Ontario se soit rendus à Ottawa.

Iron Heel" Bennett fut défait plus tard cette année-là, et le gouvernement libéral de Mackenzie King a finalement été contraint, par la pression de la classe ouvrière, d'adopter l'assurance-chômage en 1940 ; le Canada aura été le dernier pays occidental à adopter un système d'assurance-chômage.

Depuis lors, les termes du régime d'assurance-chômage ont constamment fait l'objet d'une bataille entre le mouvement ouvrier et les patrons, au parlement comme à l'extérieur du parle-

ment. Pendant de nombreuses années, il suffisait aux travailleurs-euses d'être en emploi pendant 10 semaines pour être admissibles à 42 semaines de prestations d'assurance-chômage. Avec les modifications adoptées en 1971, plus de 80 pour cent des Canadiens-nes sans emploi étaient admissibles aux prestations. Les prestations de 15 semaines pour maladie et pour maternité ont également été remportées cette année-là.

Mais les exigences des employeurs devinrent de plus en plus de pressantes durant les années 1970 et 80, au fur et à mesure que l'agenda « néolibéral » prenait le dessus avec son lot d'attaques contre la classe ouvrière. Le gouvernement fédéral a d'abord réduit, puis éliminé sa contribution financière à l'assurance-chômage en 1990. Les Conservateurs de Mulroney ont sabré dans le programme, et cela fut suivi par de nouvelles réductions sous le règne des Libéraux de Chrétien et du ministre des Finances Paul Martin en 1994 et en 1996, quand il a été rebaptisé « assurance-emploi ». Les modifications ont augmenté le temps de travail nécessaire pour se qualifier, et les prestations furent réduites à l'actuel et misérable taux de 55% des gains anté-

rieurs. Aujourd'hui, environ les tiers seulement des travailleurs-euses sans emploi sont admissibles à l'assurance-emploi, et encore beaucoup moins dans plusieurs régions.

La baisse des dépenses a entraîné une augmentation du surplus de la caisse d'assurance-emploi après 1994. L'excédent cumulé s'élevait à \$ 54 milliards en 2007, tandis que des centaines de milliers de travailleurs sont dans l'incapacité de recevoir des prestations.

En rejetant la demande du mouvement ouvrier d'améliorer l'accès et le niveau des prestations d'assurance-emploi, le Premier ministre Harper prend la même position que "Iron Heel" Bennett il y a plus de soixante-dix ans. Comme toujours, le Parti conservateur se tient avec les patrons, qui utilisent la faim et la pauvreté comme un fouet pour frapper la classe ouvrière afin de la soumettre durant une époque de crise économique. Nous avons besoin de lutter en mobilisant à nouveau un puissant mouvement de masse, en exigeant des emplois et des revenus suffisants pour tous, y compris l'assurance-emploi à 90% du salaire antérieur pendant toute la durée du chômage. ■



Projet de construction de route pendant les années 30

LES FEMMES SONT LARGUÉES DANS LE BUDGET 2009

Traduit de l'édition du 15-28 février 2009 de People's Voice

Des informations provenant de la Coalition ad hoc pour l'égalité des femmes et les droits humains démontrent clairement que le budget des Conservateurs du 27 janvier ne répond aucunement aux besoins des femmes. Divulguée par Kathleen Lahey, professeure en droit de l'Université Queen's, cette analyse indique que les « femmes composent un plus de la moitié de la population du Canada et qu'elles demeurent les responsables directes des soins quotidiens de la majorité des enfants mineurs au pays ». Lahey souligne que « non seulement le Budget de 2009 n'arrive pas à cibler les plus vulnérables, mais il semble avoir été soigneusement conçu en vue d'exclure les femmes, autant que possible, des 64 milliards de dollars de dépenses financées

par un nouveau déficit et des réductions d'impôts ».

Par exemple, les programmes de dépenses d'infrastructure n'incluent aucune exigence en matière d'égalité des sexes. Seule une petite part de ces dépenses ira aux femmes, puisque les emplois dans le secteur primaire, de la fabrication et de la construction sont essentiellement occupés par des hommes. Aucune de ces dépenses d'infrastructure n'est assignée à de nouvelles garderies d'enfants, installations nécessaires aux femmes à faible revenu afin qu'elles puissent accéder à un travail rémunéré, ou au financement de celles déjà en place.

Tel qu'annoncé antérieurement, les impôts sur le revenu des corporations qui atteignent 6,3 milliards de dollars en octobre 2009 seront réduits à 4,2 milliards de dollars en novembre 2010. Parmi les bénéficiaires de ces

réductions se trouvent des chefs de direction, des directeurs et des propriétaires de grandes entreprises qui, pour la plupart, sont des hommes.

De même, le crédit d'impôt pour la rénovation domiciliaire de 2,5 milliards de dollars est disponible uniquement pour ceux qui possèdent une maison et qui ont un revenu suffisant pour dépenser 10 000 \$ sur des rénovations admissibles en 2009, leur permettant ainsi d'obtenir un crédit d'impôt de 1 350 \$. Étant donné que les revenus moyens des femmes (27 000 \$) sont très inférieurs à ceux des hommes (45 000 \$), ce programme élargira donc le fossé entre les sexes.

Les modifications mineures annoncées à l'assurance-emploi dans le budget ne sont disponibles qu'aux travailleurs étant déjà admissibles à des prestations. Depuis 1996, ceux qui travaillent

moins de 35 heures par semaine se sont vus refuser des prestations, affectant ainsi plus les femmes qui occupent les emplois à temps partiel, saisonniers, contractuels et « hors marché ». Près de trois fois plus d'hommes que de femmes étaient admissibles à des prestations d'assurance-emploi au cours de la dernière période de référence.

Les réductions d'impôts sur le revenu des particuliers, qui s'élèveront à 1 885 milliards de dollars en octobre 2009, augmentent l'exemption personnelle de 220 \$, c.-à-d. une réduction d'impôts de 33 \$. Ce sont les contribuables ayant un revenu imposable d'au moins 10 320 \$ en 2009 qui bénéficieront de cette réduction, excluant du coup 40 % de toutes les femmes déclarant des revenus, puisque ceux-ci sont au départ trop faibles pour payer de l'impôt. De même, l'allègement

fiscal pour les catégories plus élevées offre moins de bénéfices aux femmes qui gagnent des revenus moyens inférieurs à chaque niveau.

L'assortiment des réductions d'impôt sur le revenu des entreprises, qui s'élève à près de 500 millions de dollars annuellement (déduction pour amortissement accéléré, augmentation de la limite pour les petites entreprises, crédits d'impôt pour exploration minière, réductions de tarifs douaniers), va bénéficier aux femmes beaucoup moins qu'aux hommes qui possèdent près de 67 % des entreprises et des sociétés par actions.

Pour de plus amples informations, veuillez visiter le site :

<http://www.womensequality.ca> ou

<http://www.egalitedesfemmes.ca> ■

Le budget fédéral : un écran de fumée

Commentaire du Comité exécutif central du Parti communiste du Canada, émis le 27 janvier 2009

Les positions politiques ont changé depuis l'automne dernier à Ottawa, mais pas autant que l'ont déclaré la plupart des analystes qui ont traité du budget fédéral du 27 janvier. Cela n'est pas surprenant puisque les "consultations sur le budget" du ministre des Finances, Jim Flaherty, ont été menées presque exclusivement auprès des grandes entreprises et des «think tanks» (centres de recherche, de stratégie et de diffusion politique) de droite. Alors que la crise économique mondiale s'aggrave, ce budget accorde la priorité à des mesures visant à tirer d'affaire les banques et les autres prêteurs, ainsi qu'à donner des exemptions fiscales aux grandes entreprises, tout en ignorant les besoins urgents des travailleuses/eurs et des chômeuses/eurs. Ces mesures sont une preuve supplémentaire que le gouvernement minoritaire de Stephen Harper reste un outil de confiance de la classe dirigeante et un ennemi acharné des travailleuses/eurs à travers la Canada. Plus que jamais la classe ouvrière et les autres forces démocratiques devront mener un grand combat pour chasser les conservateurs du pouvoir.

Stephen Harper, Jim Flaherty et les membres du cabinet conservateur continuent d'être d'irréductibles partisans de l'idéologie néo-conservatrice. Les conservateurs au pouvoir ont été forcés par les événements de mettre en place un "ensemble de stimulants" qui, en combinaison avec la baisse des recettes publiques, se traduira par un déficit de 64 milliards de dollars au cours des deux prochaines années. Mais l'agenda d'extrême-droite des conservateurs sera maintenu, à peine caché par l'écran de fumée que constituent les annonces de dépenses mineures dans des infrastructures, qui visent à maintenir l'emprise de Harper sur le pouvoir.

La crise actuelle prouve que la réalité l'emporte sur les abstractions de la théorie économique bourgeoise. Depuis plus de deux décennies, tous les gouvernements des grands pays capitalistes appliquent une stratégie de déréglementations, de privatisations, de coupures massives dans les dépenses sociales, d'allègements fiscaux pour les riches et les entreprises et d'augmentation des dépenses militaires. Ils ont imposé ces politiques néolibérales à des États soi-disant «moins développés». Telles sont les mesures que préconise le «Consensus de Washington». Évidemment, si ces mesures étaient efficaces, comme le prétendent les complices du système, le capitalisme serait déjà entré dans une phase supérieure d'expansion, exempte de crises, et des retombées positives se

seraient répandues du sommet de la pyramide jusqu'aux secteurs inférieurs de la classe ouvrière.

Mais soudain, comme l'avaient prévu les économistes les plus objectifs ainsi que le Parti communiste (voir le numéro de *People's Voice* du 1er au 15 janvier 2008), l'édifice s'est effondré. Non seulement les politiques néo-conservatrices sont incapables d'apprivoiser le cycle de phases successives d'expansion et d'effondrement, inhérent au capitalisme, mais, en fait, elles rendent la phase d'effondrement beaucoup plus grave. On sait maintenant que les gigantesques profits et que l'énorme croissance des actifs de ces dernières années n'ont, en fait, été que des spectres obtenus au moyen de manipulations financières, de marchés de logements et d'immobiliers chauffés à blanc et de «bulles» de spéculation et d'endettement sans précédent.

Même avant le mois de septembre dernier, l'impact réel des politiques néo-conservatrices en Amérique du Nord était évident à tout observateur attentif. L'écart entre riches et pauvres a atteint des niveaux stupéfiants, des dizaines de millions de travailleuses/eurs ont été écrasées/és sous le poids des dettes, le secteur manufacturier a été dévasté. En Europe des tendances similaires se sont développées. Aujourd'hui, alors que des millions d'emplois disparaissent, les secteurs qui ont prêché l'évangile néo-conservateur sont à genoux devant les anciens principes du keynésianisme.

Cette évolution des choses a fait naître, chez les électriques/eurs, un puissant consensus affirmant qu'une relance économique est désespérément nécessaire. Dans presque tous les grands pays capitalistes, les gouvernements adoptent des politiques visant à éviter l'effondrement total au moyen de dépenses de trillions de dollars consacrées à l'infrastructure et au sauvetage. Dans une certaine mesure, cela est tout simplement du rattrapage après des années de compressions budgétaires dans les écoles et les hôpitaux, d'abandon dans tous les domaines, qui vont des systèmes d'égoûts aux ponts qui tombent en ruine. Des gouvernements qui ont versé des milliards de dollars dans l'expansion militaire, tout en réduisant les taux d'imposition, comme les conservateurs de Harper, et les libéraux avant eux, répondent désormais aux pressions du public en adoptant la voie vers un déficit pour payer les coûts de certaines des priorités urgentes.

Mais une analyse détaillée de ces dépenses s'impose. Le "stimulant" de Harper, de soixante-quatre milliards de dollars sur deux ans, semble très élevé alors qu'en fait il ne représente que moins de 1,5% du produit intérieur brut du Canada. Ce taux est bien inférieur aux 2,5% prévus aux États-Unis et aux sommes nécessaires pour faire redémarrer l'économie na-

tionale qui est tombée en panne. Plus de la moitié du déficit des conservateurs est tout simplement dû à un manque d'argent par rapport aux recettes prévues, d'une part parce que l'économie a ralenti et d'autre part parce que Harper a, l'année dernière, réduit les impôts d'une valeur de 12 milliards de dollars.

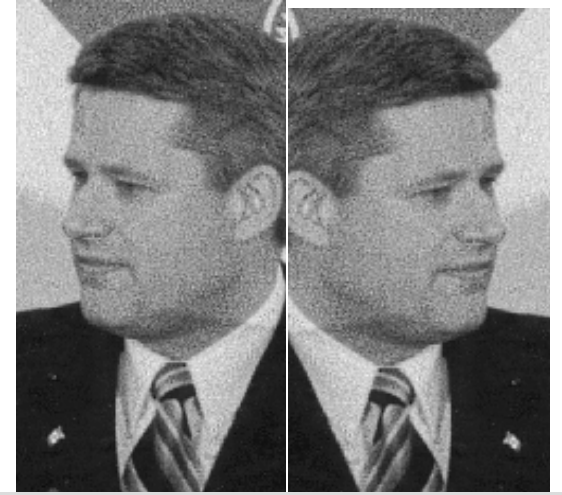
Comme si cette baisse des futures recettes du gouvernement ne suffisait pas, les conservateurs accélèrent la réduction d'impôts des sociétés. Leur réduction "générale" d'impôts («across-the-board», pour tout le monde) ne représente en réalité qu'une évolution vers un système d'impôts à taux unique («flat tax», impôts à taux proportionnel contrairement aux impôts progressifs), qui favorise des personnes à haut revenu beaucoup plus que les personnes à revenus faibles et moyens.

Malgré les mots ronflants qu'il contient, le budget ne répond pas aux véritables besoins des masses laborieuses. La moitié des deux milliards de dollars promis pour le logement social sera consacrée à la rénovation et non à la construction de nouveaux logements. Ce montant est inférieur à celui prévu dans le budget pour la vente de maisons et pour les rénovations. Dans l'essentiel, cette somme est en fait une subvention cachée au secteur immobilier et à l'industrie de la construction. De plus, le budget n'a rien fait pour les personnes qui n'ont pas de maisons ou pour la protection des familles confrontées à des saisies.

Le budget ne contient rien en vue des programmes au niveau de tout le Canada de garde d'enfants, d'amélioration des soins de santé ou de réduction du fardeau de la dette auxquels sont confrontés les étudiantes/ants de niveau postsecondaire. Ce budget garde certaines des pires dispositions du catastrophique «énoncé économique» de novembre dernier de Flaherty, y compris l'attaque contre le droit à l'équité salariale pour les femmes, le plafond salarial imposé pour les travailleurs fédéraux et la vente à rabais à des grandes entreprises de biens publics pour une valeur de deux milliards de dollars.

Loin d'aider les chômeurs, ce budget poursuit la guerre des conservateurs contre les pauvres. Il prolonge de cinq semaines des prestations d'assurance-emploi, mais ce changement est minime. Par contre, il maintient le délai d'attente, maintient les prestations à 55% seulement du salaire touché auparavant et ne permet l'accès à ces prestations de famine qu'à environ un tiers des chômeuses/eurs, alors que leur

Moins de taxe pour le riche, des miettes pour les travailleurs et pas de réel développement pour l'économie



La même politique avant et après les élections

nombre ne fait que grandir. Le budget alloue deux milliards de dollars à la reconversion des travailleuses/eurs sans emploi, mais cette somme ne représente qu'une infime fraction des 54 milliards de dollars volés aux chômeuses/eurs au cours des années par les réductions de prestations d'assurance-emploi imposées par les libéraux et les conservateurs. Le salaire minimum fédéral n'a pas changé et le budget ne fait rien pour protéger ou augmenter les pensions ou pour améliorer l'aide sociale.

Les dépenses d'infrastructure sont chichement saupoudrées dans tout le pays. Au lieu d'un nouveau pacte pour les villes, le budget contient une "pillule empoisonnée" constituée par des dispositions forçant les provinces et les municipalités à verser des fonds de contrepartie. Et parce que les gouvernements locaux ont désespérément besoin d'argent, parce qu'ils n'ont pas de pouvoirs d'imposition et ne reçoivent pas d'appui suffisant des niveaux supérieurs de gouvernement, de nombreux projets prêts à être mis en oeuvre seront mis de côté.

Le budget ne fait rien pour enrayer les pertes d'entreprises manufacturières et pour protéger les emplois du secteur industriel. Il ne contient aucune loi contre les fermetures d'usines qui feraient en sorte que l'appui financier du gouvernement aux entreprises ne serait donné qu'en échange de leur engagement à maintenir ouvertes leurs installations, sans licenciements et sans réductions de salaire. En dépit de l'énorme déficit, le budget n'a pas réduit l'écrasant budget militaire ou les dépenses astronomiques consacrées à la soi-disant "mission" en Afghanistan, discréditée auprès de l'opinion publique.

Les affirmations selon lesquelles Harper serait à l'écoute de la population canadienne et comprendrait la nécessité d'adopter de nouvelles politiques ont été nombreuses. Mais le budget du 27 janvier ne fait rien pour lutter contre les très graves problèmes structurels qui minent la vie sociale et économique du Canada : l'augmentation constante du nombre de chômeuses/eurs et de celui des sans-abri, l'écart gran-

dissant du fossé entre les revenus supérieurs et inférieurs, la désindustrialisation, le caractère complètement inadéquat des programmes sociaux, l'oppression raciste contre les peuples autochtones, la destruction de l'environnement, la liquidation et la vente à rabais de la souveraineté canadienne. En essence, le budget n'est qu'une manoeuvre politique de sauvetage du parti conservateur.

Les libéraux sous la direction de leur nouveau leader, Michael Ignatieff, ont décidé d'appuyer ce budget dans l'espoir de retrouver leur position en tant que parti le plus favorisé par le grand capital. Cette décision met fin à la coalition libérale-néo-démocrate, sur laquelle des millions de personnes des masses laborieuses fondaient leurs espérances pour vaincre le gouvernement le plus réactionnaire, pro-capitaliste, militariste et vendu de l'histoire canadienne.

Mais alors que le Canada est confronté à la plus profonde crise économique qui soit survenue depuis des générations, le mouvement syndical et les mouvements démocratiques ne peuvent accepter un tel résultat sans réagir. Nous lançons un appel à intensifier la lutte pour l'unité de la classe ouvrière et de ses alliés afin d'organiser des actions de masse pour chasser les conservateurs de Stephen Harper du pouvoir et pour que soient adoptées des politiques favorables au peuple si désespérément nécessaires en ce moment crucial.

=30=

Parti communiste du Canada - info@cpc-pcc.ca - www.communist-party.ca - Journal «People's Voice» : www.peoplesvoice.ca - Ligue de la jeunesse communiste : www.ycl-ljc.ca - SolidNet (réseau international de partis communistes et ouvriers) : www.solidnet.org

Parti communiste du Québec (section du Parti communiste du Canada) 3115, av. Appleton, app. 1, Montréal (Québec) Canada H3S 1L6 Bureau : (514) 737-7817 - Cellulaire : (514) 212-3857 - Courriel : puablo@sympatico.ca



Grève générale en Guadeloupe, Martinique et Île de la Réunion

Depuis la mi-janvier la Guadeloupe, une des colonies françaises des Caraïbes, est complètement paralysée. La Martinique a suivi au début de ce mois, quant à l'Île de la Réunion, elle annonce une grève générale le 5 mars prochain. Lors des manifestations des 5 et 9 février en Martinique, des dizaines de milliers de personnes s'étaient rassemblées. Du jamais vu sur cette petite île. Les bas salaires et l'augmentation du coût de la vie sont à l'origine de cette révolte anticoloniale. Selon Michel Branchi, économiste et responsable du

parti communiste de Martinique : « Les problèmes liés au coût de la vie découlent du passé colonial de l'île. Depuis l'époque de l'esclavage, la plupart des biens de consommation sont importés. Aujourd'hui encore, l'économie de la Martinique et de la Guadeloupe est dominée par huit familles, descendants des anciens négriers et colonisateurs. »
Source : France info, 14 février et L'Humanité, 10 février
<http://www.ptb.be/>

La Guadeloupe reste une colonie asservie à la métropole

Elie Domota, leader et porte-parole du Collectif contre l'exploitation outrancière (Lyannaj kont pwofitasyon-LKP), explique à Maguy Day de Mediapart les raisons de la colère guadeloupéenne

18 février 2009

Maguy Day, Mediapart

Quelle est l'ampleur du mouvement social en Guadeloupe ?

Samedi, 65.000 personnes ont manifesté à Pointe-à-Pitre et 4000 à Basse-Terre. C'est la plus grosse manifestation de l'histoire de la Guadeloupe avec 15% d'une population de 460.000 habitants dans la rue. Imaginez simplement une manifestation avec 10 millions de personnes dans les rues en métropole ! Le malaise est réel et profond. En Guadeloupe, 100.000 personnes vivent sous le seuil de pauvreté, 120.000 personnes bénéficient de la couverture médicale universelle (CMU) faute de pouvoir être couvertes par le régime général de sécurité sociale. En tant qu'agent de l'ANPE, je constate tous les jours que la situation est très très difficile particulièrement dans les agglomérations urbaines, même si, ici, on ne meurt ni de froid ni de faim. Seuls les Guadeloupéens dans les campagnes qui possèdent un petit lopin de terre, une chèvre ou un cochon s'en sortent. C'est une situation qui dure depuis longtemps, pas directement liée à la crise, et qui aujourd'hui est explosive.

Qu'attendez-vous de la visite du secrétaire d'Etat à l'outre-mer Yves Jégo qui vient d'arriver en Guadeloupe alors que l'île est en grève générale depuis le 20 janvier ?

Si nous prenons acte qu'Yves Jégo a débuté ses consultations

avec le patronat et l'association des maires, nous n'avons toujours pas de réponses à nos revendications.

Quoi qu'il en soit, je trouve dommage que, depuis la mi-décembre, les autorités préfectorales ne nous aient pas pris au sérieux. Le préfet a même refusé de nous recevoir, ce qui nous a conduits à appeler au mouvement de grève du 20 janvier. La seule réponse est venue du patronat et des élus qui nous ont dit : « La Guadeloupe va mal, reprenez le travail ! » Aujourd'hui, ils se rendent finalement compte que la région est au bord du chaos social.

Quelle a été la réponse du patronat aux points de revendication de votre plate-forme ?

Les patrons ont donné dimanche une conférence de presse où ils ne répondent à aucune de nos revendications. Ni celles immédiates sur la revalorisation du pouvoir d'achat, des minima sociaux, de la baisse du taux d'octroi de mer sur les biens de première nécessité, ni sur celles, à moyen terme, sur l'aménagement du territoire, la formation professionnelle et tous les autres sujets qui nécessitent des investigations plus poussées et des négociations soutenues. Au contraire, ils ont dévoilé treize résolutions où il n'est question que d'exiger la réouverture des commerces, des stations-service, de réprimer les grévistes, de demander à l'Etat d'assurer la sécurité des biens et de réclamer des exonérations de charges, de taxes fiscales.

Que pensez-vous des déclarations du président de région, Victorin Lurel (député du parti socialiste), sur la nécessité de « donner au LKP cinq jours pour finir avec ce mouvement (faute de quoi) nous

prendrons une décision politique » ?

Ce qui l'intéresse, c'est de croiser le fer avec Yves Jégo mais il n'a jamais rencontré les autorités de l'Etat en Guadeloupe. Or ce genre de guerre politique nous semble contre-productive au regard de la nécessité de défendre l'ensemble des droits de ceux qui souffrent dans ce petit pays là. Si Victorin Lurel nous a fait un certain nombre de propositions, elles ne sont pas opérationnelles sans l'accord de l'Etat. La baisse du taux d'octroi de mer sur les biens de première nécessité doit être accompagnée d'une baisse de la TVA, ce qui n'est pas le cas. Il faut que l'Etat, les collectivités et le patronat se mettent d'accord avant de venir nous voir, mais comme personne ne veut rien lâcher, on ne sait pas jusqu'où cela ira.

Pourquoi les patrons guadeloupéens sont-ils sourds à vos revendications ?

Nous avons les chefs d'entreprises les plus réactionnaires de France.

Une bonne frange du patronat

local vient de métropole et sont des arrières-petits-fils d'esclavagistes qui pratiquent ouvertement la discrimination raciale à l'embauche. Malgré un taux de chômage de 40%, ils continuent de faire venir leur personnel de métropole.

L'économie de la Guadeloupe est organisée autour de l'import-distribution aux mains de quatre familles « béké » (descendants des colons blancs antillais), parents entre eux, et tous descendants d'esclavagistes. La famille Hayot (GBH) qui construit et exploite les hypermarchés sous l'enseigne Carrefour est la huitième fortune de France.

Ces familles possèdent tout et pratiquent ouvertement une discrimination à l'embauche. Chaque année, environ 1000 hectares de terres agricoles disparaissent au profit de hangars ou d'entrepôts pour ces grands groupes.

De plus, la canne à sucre et la banane sont des produits d'exportation, loin de pouvoir remplir les besoins alimentaires de la population. La colonie est là pour servir la métropole. La canne à sucre n'est même pas raffinée sur l'île mais en métro-

pole d'où elle est ensuite réexportée et revendue aux Guadeloupéens.

Les lois de défiscalisation et d'exonération, qui n'ont eu que des conséquences négatives sur l'emploi, ne sont ni plus ni moins qu'un blanchiment légal d'argent. Sans compter les hôtels qui ouvrent et qui ferment juste pour que les grosses fortunes puissent bénéficier de remises fiscales et qui ont coûté 1500 emplois à la région en dix ans. Comble de l'absurde, il existe un projet de circuit automobile financé par le Qatar et les Emirats arabes unis de construire un circuit automobile sur un terrain agricole.

Soyons sérieux. Plusieurs personnalités politiques ont fait part de leur intention de relancer le débat sur une assemblée unique, mais ce n'est pas le changement de statut de l'île qui réduira les problèmes des Guadeloupéens. Il faut remettre à plat les choix désastreux qui ont été faits par le passé et qui ont consolidé la structure coloniale de la Guadeloupe. ■

<http://www.ptb.be/>



L'historienne Annie Lacroix-Riz - D'une crise à l'autre : 1929-2008

Nous faisons face à la plus grave crise depuis celle de 1929, disent tous les analystes. Mais que fut cette crise de 1929 ? Quelles en sont les origines ? Quelles en ont été les conséquences ? Retour sur une histoire riche en enseignement.

Annie Lacroix-Riz
Photo Solidaire Martine Reymaekers
Julien Versteegh
PTB

Les causes de la crise de 1929

Annie Lacroix-Riz. La crise de 1929 est avant tout une crise de surproduction (désigne une production trop importante par rapport à la demande, ndlr) qui se produit au terme des dix ans qui ont succédé à la première guerre mondiale qui elle-même avait mis fin à la première grande crise du capitalisme de 1873. La surproduction a entraîné une baisse des taux de profit insupportable pour le capital. Il y avait eu la Première guerre mondiale (1914-1918) qui avait détruit la surproduction, mais pas assez. En 1920-1921, une crise sévère éclate mais dont le capitalisme international et surtout américain se sort en liquidant beaucoup de capital, en augmentant le chômage etc... Suit une période de très intense accumulation du capital qui se traduit par des concentrations énormes. C'est dans le courant des années 1920 que se constituent les plus grands groupes industriels monopolistes qui existent encore aujourd'hui comme l'IG Farben et les Acieries réunies (Vereinte Stahlwerke) en Allemagne, etc. Avec comme corollaire un développement du chômage. Alors pourquoi cela explose en 1929 ? Il s'est produit exactement les mêmes phénomènes qu'aujourd'hui. Cette énorme concentration du capital a développé des moyens gigantesques de production (des usines gigantesques, ndlr) et pesé négativement sur le taux de profit. Ce phénomène a été accompagné par des phénomènes spéculatifs. Rappelons qu'une des caractéristiques du capital, c'est la dissociation du capital argent de la production, revenons au Capital de Marx. Il y a donc eu une énorme spéculation entre 1924 et 1929, entraînant une différence entre le niveau de la production matérielle et le niveau de la spéculation.

Comme aujourd'hui, le facteur financier a été non pas la cause de la crise, mais le facteur déclenchant de la crise.

Par exemple aux États-Unis, quelques secteurs avaient connu une croissance remarquable, les industries neuves, l'automobile, l'industrie électrique. Mais d'autres secteurs étaient morts. Il y avait une surproduction structurelle dans l'agriculture, le charbon était en crise, il y avait du chômage massif dans toutes les vieilles industries, l'industrie textile était malade.

Donc comme aujourd'hui, le facteur financier a été non pas la

cause de la crise, mais le facteur déclenchant de la crise. Quand on dit aujourd'hui aux gens que c'est une crise différente parce qu'il s'agit d'une crise boursière, c'est complètement faux. Il s'est produit les mêmes mécanismes de surproduction.

Les conséquences de la crise de 1929

Annie Lacroix-Riz. À un moment donné se pose la question suivante : comment faire pour que les fractions dominantes du capital conservent un taux de profit jugé suffisant ? Cela suppose que les salaires soient réduits de manière drastique et qu'une partie du capital soit détruite. Les petites entreprises ferment et on licencie massivement des travailleurs. La tendance du capitalisme a toujours été d'abaisser le salaire. Mais en période de crise, il s'agit de tendre pratiquement à ce que le salaire soit réduit au maximum. Il y a donc eu une pression formidable sur les salaires qui entraîne une baisse du niveau de vie de 30, 40 % voir plus. C'est ce qui est arrivé dans une série de pays. Marx l'analyse en permanence : une crise se traduit par l'éviction massive de salariés et donc un chômage de masse, ce que Marx appelle l'armée de réserve, qui est un élément majeur de la réduction du salaire. Il y avait donc des capacités productives gigantesques mais plus de marché. La spéculation s'écroule et la valeur boursière des firmes ressemble à ce qui se passe aujourd'hui. Le capital est alors obligé d'adapter la production à la situation. La production s'arrête, les marchés se restreignent et c'est la boule de neige.

L'Allemagne est alors la plus touchée. Pourquoi ? Parce que l'Allemagne était alors dans la situation des États-Unis aujourd'hui mais dans une moindre mesure. L'Allemagne était un pays qui vivait complètement à crédit, qui avait largement emprunté depuis 1924. Mais au moment de la crise, les prêteurs rapatrient massivement leurs billes et le pays s'effondre par pans. Autre facteur, l'Allemagne était un gros producteur de biens de productions, ce qui s'effondre le plus vite en cas de crise. C'est ce qui explique aujourd'hui la situation de l'industrie automobile, ou des machines-outils. Tout ce qui ne relève pas de la consommation contrainte, alimentaire, etc... peut s'effondrer dans l'année.

Chiffrer les conséquences de la crise de 1929

Annie Lacroix-Riz. L'Allemagne se retrouve avec un chômage total de 50 % et tout le reste en chômage partiel. En 1932, le pays compte 7 millions de chômeurs totaux. Aux États-Unis, c'est du même ordre. Les États-Unis font partie de ces pays où le capitalisme est le plus concentré, producteurs de biens de production : c'est là que la chute de la production a été la plus extraordinaire. En deux ans, la produc-

tion industrielle américaine a baissé du tiers. Même chose en Allemagne. Le capital a tendance à liquider son marché puisqu'il liquide ses salaires. Plus il liquide ses salaires, plus il compte sur le marché extérieur. Mais comme tout le monde fait la même chose, il n'y a plus de marché. L'Allemagne se retrouve en 1932 avec pour l'essentiel un seul client, l'URSS qui était en pleine santé et qui avait des taux de croissance de 15 à 20 % par an.

Pour le capitalisme, la solution à la crise suppose que les salaires soient réduits de manière drastique.

Et c'est là qu'on comprend la sortie de crise. Le capital qui contrôle l'État exige pour reconstituer les conditions de fonctionnement du capital que les salaires soient complètement écrasés, ce qui est fait par le chômage et par l'action directe sur le niveau des salaires. Il exige que des pans entiers de l'économie soient sacrifiés. Et comme il n'y a plus de marché, qu'il ne lui est plus possible d'ouvrir de marchés pacifiquement, il tente de le faire par la guerre.

La Seconde Guerre mondiale, solution à la crise

Annie Lacroix-Riz. En période de crise, chaque capitaliste essaye de liquider la concurrence des autres en se taillant de nouvelles zones d'exploitation. Comment se taille-t-on de nouvelles zones d'exploitation ? Par la conquête. L'Allemagne a essayé de conquérir le monde, les États-Unis ont essayé de conquérir le monde, l'une et l'autre y sont assez bien arrivés. Et les petits impérialistes essayent de se tailler un petit morceau dans tout ça. Le capitalisme ne peut gérer la crise que par la guerre générale. La question des peuples est de savoir s'ils vont laisser le capital réduire la crise par la guerre générale. Toute absence de réaction populaire en vue de transformations profondes est une chance de plus donnée à la solution de guerre générale pour réduire la crise.

Réaction des gouvernements

Annie Lacroix-Riz. On dit aux gens un grand mensonge. On leur dit qu'à l'époque, les États ne sont pas intervenus comme aujourd'hui. Mais ils sont intervenus tout de suite, ils ont nationalisé le secteur bancaire. En Allemagne, Heinrich Brüning (catholique), qui est au pouvoir de 1930 à 1932, nationalise de fait le secteur bancaire (qu'Hitler rendra aux banquiers, sans frais, en 1933-1934). Et l'État prend en charge toute une série de secteurs. Les gouvernements à l'époque ont réagi exactement comme aujourd'hui, en protégeant le grand capital et en accablant les masses populaires. Le New Deal (plan de relance économique du président américain Roosevelt entre 1933 et 1938) aux États-Unis a été caractérisé d'une part par un financement



d'État considérable qui a pesé sur le contribuable seul et d'autre part par la préparation de la guerre. Je signale d'ailleurs que ce qui a fait sortir les États-Unis de la crise, ce n'est pas le New Deal, c'est la guerre.

Le rôle des socialistes dans la crise de 1929

Annie Lacroix-Riz. La social-démocratie a essayé de trouver une solution où elle pouvait. Elle avait très peur des changements profonds. Elle a donc accompagné le capital dans ses tentatives pour résoudre la crise et a accepté la politique du moindre mal. Elle a accepté les baisses de salaires. C'était une stratégie d'accompagnement qui a contribué en Allemagne aux succès d'Hitler. Dans les pays où le mouvement révolutionnaire était plus important, où il a été capable de susciter une forte résistance de la population, la social-démocratie a dû consentir à la stratégie des Fronts Populaires qui lui a été imposée. Les archives de la SFIO (ancêtre du Parti socialiste français) sont très claires. Il y a des pays où le mécontentement des masses orienté par les forces révolutionnaires a été de nature à faire pression sur la social-démocratie. Toute une fraction d'entre elle restant subjectivement alliée au grand capital et accompagnant ses réorganisations drastiques. De Man en Belgique et un certain nombre de secteurs de la social-démocratie se sont ralliés à l'extrême droite fasciste.

La crise actuelle donne la parole au peuple pour trouver la solution la plus rapide compte tenu de ce qui risque de se passer.

Il y a donc eu, en fonction des rapports de force, des stratégies différentes. Mais la stratégie défensive des ouvriers n'a jamais été la réponse spontanée des sociaux-démocrates. La réponse spontanée des sociaux-démocrates, c'est la réponse des pays où ils étaient dominants, c'est-à-dire la réponse allemande. On laisse faire et on essaie de limiter le mécontentement populaire. Différences et points communs entre la crise de 1929 et la crise actuelle

Annie Lacroix-Riz. On peut

faire l'analyse qu'au contraire de ce que l'on raconte aujourd'hui, les circonstances de déclenchement de la crise sont des circonstances tout à fait semblables à celle de 1929.

La grande différence, c'est d'abord que la surproduction aujourd'hui est très supérieure à celle de 1929. Dix ans d'accumulation (1919-1929), ce n'est pas 60 ans d'accumulation (1945-2008).

Donc il y a des chances que, annoncée par toute une série de crise cycliques et/ou périphérique (hors du « centre »), cette crise-ci soit d'une ampleur comme on n'en a jamais vu. Si les mécanismes de formation de la crise sont les mêmes qu'autrefois, la crise d'aujourd'hui est plus grave que la crise des années 1930 qui était elle-même plus grave que celle de 1873. Cela ressemble donc aux précédentes, c'est plus grave que les précédentes et cela donne la parole au peuple pour trouver la solution la plus rapide compte tenu de ce qui risque de se passer.

Qui est Annie Lacroix-Riz ?
<http://www.ptb.be/fr/nouvelles/article/article/qui-est-annie-lacroix-riz.html>

Annie Lacroix-Riz est une historienne française, professeur et un certain nombre de secteurs de la social-démocratie se sont ralliés à l'extrême droite fasciste.

Elle est l'auteur de plusieurs ouvrages qui traitent de la collaboration des élites françaises pendant la seconde guerre mondiale. À lire entre autres : Industriels et banquiers français sous l'Occupation : la collaboration économique avec le Reich et Vichy, Paris, Armand Colin, 1999. Le Choix de la défaite : les élites françaises dans les années 30, éd. Armand Colin, 2006, 671 p.

- De Munich à Vichy : L'assassinat de la Troisième République (1938-1940), Paris, Armand Colin, 2008. Disponible au [PTB-Shop](http://www.ptb-shop.com)

Pour plus d'informations, consultez son site internet <http://www.historiographie.info/> ■

Le Canada doit dénoncer l'agression d'Israël à Gaza

Message du Parti communiste du Canada

L'agression sauvage et criminelle d'Israël à Gaza, qui a commencé le 26 décembre 2008, est en train d'infliger à la population d'atroces souffrances. Jusqu'ici plus de 800 Palestiniennes/iens, pour la plupart des civils, ont été massacrés et des milliers d'autres ont été blessés ou mutilés. Le bombardement constant de la ville de Gaza et d'autres localités a engendré une catastrophe humaine aux proportions alarmantes. L'agression israélienne n'est rien d'autre qu'un crime contre l'humanité.



L'intérieur de l'école après le bombardement

Pourtant, malgré la condamnation internationale croissante et la résolution explicite du Conseil de sécurité des Nations Unies exigeant un cessez-le-feu et le retrait immédiat des forces terrestres israéliennes, le gouvernement Olmert a déclaré son intention de poursuivre les destructions et les massacres. Les dirigeants sionistes d'Israël font un pied-de-nez au monde, étant convaincus que ses alliés impérialistes, entre autres le Canada, donneront à Israël l'entière liberté d'action pour continuer son agression.

Cette attaque génocidaire doit

cesser maintenant! Le Parti communiste exige du gouvernement Harper qu'il cesse ses politiques ouvertement pro-israéliennes et prenne vraiment des mesures pour forcer un cessez-le-feu immédiat et le retrait des troupes israéliennes!

Rien ne justifie cette agression

La machine de propagande israélienne, avec l'aide de ses alliés impérialistes et des grandes entreprises de l'étranger font circuler le mythe qu'Israël est victime d'attaques à la roquette non provoquées, tirées par des militants du Hamas de Gaza, et prétend avoir le droit de chercher et de détruire l'infrastructure "terroriste" en tant que moyen de "légitime défense".

Rien n'est plus éloigné de la vérité. C'est le régime israélien qui provoque le peuple palestinien depuis plusieurs décennies d'occupation. C'est l'État israélien qui a bouclé la population palestinienne en l'enfermant dans une prison virtuelle et en lui refusant tout accès au monde extérieur. Au cours des derniers mois, Israël a resserré le siège de Gaza en coupant sa population d'un million et demi d'habitants de l'approvisionnement essentiel de nourriture, d'eau, de médicaments, de combustibles et d'autres produits essentiels.

Depuis 1948, l'État israélien a opprimé et persécuté le peuple palestinien, et a volé ses terres. Au cours des dernières années,

cette puissance occupante a construit le "Mur de l'apartheid" (déclaré illégal par la Cour internationale de Justice), et a continué à bâtir et à étendre les colonies juives dans les territoires occupés.

L'étranglement criminel de Gaza, conjointement avec l'occupation et l'oppression étouffante de la Cisjordanie, est le plan adopté intentionnellement par Israël pour résoudre le "problème palestinien", et consiste à rendre invivables les conditions sociales et économiques dans les territoires occupés. Le régime israélien espère briser l'Intifada et forcer le peuple palestinien à quitter pour toujours ce qui reste de sa patrie, cela étant essentiellement une politique raciste et génocidaire. Dans de telles circonstances, le peuple palestinien a entièrement le droit de résister à la puissance occupante par tous les moyens dont il dispose.

Il faut mettre fin à la complicité du Canada avec les crimes de guerre israéliens

Le rôle du gouvernement Harper dans cette tragédie est horrible et inacceptable. Sa position pro-israélienne a été résumée dans les déclarations du 28 décembre dernier par le nouveau ministre des Affaires étrangères, Lawrence Cannon. Selon lui, «Israël a clairement le droit de se défendre contre les continuelles attaques à la roquette faites par les groupes militants palestiniens. Ces attaques à la roquette doivent cesser».

Cette déclaration montre à nouveau que la politique étrangère des Conservateurs d'Harper marche au pas de l'impérialisme états-unien et donne son plein appui à la stratégie agressive et expansionniste d'Israël dans la

région. Sous la pression bien organisée du lobby pro-sioniste, le gouvernement fédéral est en réalité en collusion avec cette agression et est totalement indifférent à ses conséquences sur le peuple palestinien et au dangereux effet de déstabilisation pour la paix et la sécurité au Moyen-Orient dans son ensemble.

Quelle devrait alors être la position du Canada? Le gouvernement devrait appuyer pleinement et sans équivoque l'exigence du cessez-le-feu immédiat, du retrait des troupes israéliennes et de la levée du siège de Gaza. Et il devrait mettre en garde Israël que le non-respect de cette exigence entraînera des mesures immédiates et globales, entre autres l'imposition de sanctions et la rupture des relations diplomatiques.

Pour une paix juste et durable

La tragédie actuelle à Gaza a pour cause les politiques colonialistes suivies de longue date par les gouvernements israéliens successifs. L'État d'Israël n'hésite pas à fouler aux pieds les droits nationaux du peuple palestinien ou la souveraineté des pays arabes voisins. Il a maintes fois violé le droit international, et, avec l'aide et la protection de l'impérialisme états-unien, il a rejeté des dizaines de résolutions des Nations Unies qui auraient pu servir de base à un règlement politique juste et durable du conflit au Moyen-Orient.

La seule solution juste pouvant garantir la paix véritable et durable au Moyen-Orient doit nécessairement comprendre :

• la cessation de l'occupation illégale par Israël de tous les territoires, y

compris Jérusalem-Est, saisis au cours de la guerre de 1967;

• - la création d'un État palestinien viable et véritablement indépendant;

• - la garantie du respect du droit du retour de tous les réfugiés palestiniens, et

• - la reconnaissance et le développement de relations pacifiques et de coopération avec tous les États du Moyen-Orient.

Il n'y a pas d'autre «feuille de route» qui permette une paix juste et durable dans la région.

Afin de faire pression sur Israël et ses alliés impérialistes pour qu'ils acceptent une paix juste, le moment est venu pour que le monde entier adopte des sanctions vastes et complètes sur le plan économique, politique et diplomatique, ainsi qu'un boycottage total contre l'État hors-la-loi d'Israël. Nous exhortons le mouvement syndical, le mouvement anti-guerre et toutes les personnes et les organisations du Canada qui appuient la paix et de justice, de s'unir en une vaste campagne d'action pour exiger «la paix maintenant!» autour de la demande d'un cessez-le-feu immédiat et le retrait de toutes les forces israéliennes de la bande de Gaza et du reste des territoires palestiniens occupés.

Comité exécutif central du Parti communiste du Canada, le 9 janvier 2009

Parti communiste du Canada ■

DÉBARRASSONS-NOUS IMMÉDIATEMENT DES CONSERVATEURS DE HARPER!

(suite de la page 3)

et de mettre en place une nouvelle majorité capable d'agir au Parlement.

La défaite des conservateurs de Harper constituera une importante victoire pour les travailleuses/eurs de l'ensemble du Canada. Mais si un tel changement est une condition nécessaire pour un réel progrès pour répondre aux besoins pressants de la population, il n'est pas une condition suffisante pour assurer une véritable nouvelle direction dans la politique du gouvernement. Un nouveau gouvernement de coalition serait très à l'écoute des pressions du public et ouvrirait de nouvelles portes permettant d'obtenir des politiques favorables au peuple canadien.

Le mouvement syndical, les peuples autochtones, la jeunesse et les étudiants, les femmes et d'autres mouvements et organisations du peuple devront intensifier leur mobilisation et recourir à des actions extra parlementaire pour

exiger une action réelle et immédiate de tout nouveau gouvernement qui serait créé après le vote de lundi.

Le Parti communiste du Canada est d'avis qu'un tel plan d'action contre la crise devrait inclure :

* l'instauration de mesures de protection pour les travailleuses/eurs du Canada par l'adoption immédiate d'une législation sur les fermetures d'usines pour mettre fin à l'exode des emplois manufacturiers;

* des investissements publics massifs dans les secteurs de l'automobile, de la foresterie et dans celui des autres industries manufacturières vitales réalisés sur la base d'une équité financière complète (pas de cadeaux aux entreprises), et des garanties très solides pour prévenir les licenciements, les suppressions d'emplois, les réductions de salaires ou de pension et l'exigence de réinvestissements dans l'économie du pays;

* L'extension de la couverture de l'assurance emploi à toutes/tous les travailleuses/eurs pendant

toute la durée de leur chômage (y compris l'élimination de la période d'attente) et avec des prestations fixées à 90% des gains antérieurs;

un moratoire sur les expulsions, sur les saisies hypothécaires et sur les coupures de services tels que celui de l'électricité pour cause de chômage;

* l'augmentation immédiate du salaire minimum à 15 dollars de l'heure et l'adoption de lois visant à protéger et à améliorer les salaires, les avantages sociaux et les pensions pour toutes/ous les travailleuses/eurs, afin de contribuer à l'augmentation des revenus et à la stimulation de la consommation intérieure;

* une action d'urgence pour améliorer les conditions sociales et économiques des peuples autochtones;

* un programme d'investissements publics massifs pour construire des logements sociaux abordables, pour remettre en état les infrastructures canadiennes délabrées, pour protéger et reconstituer l'environnement et pour créer des emplois pour les jeunes et dans le domaine des

arts;

* une réforme fiscale progressive profonde pour l'adoption de mesures fondées sur la capacité de payer, entraînant la révocation de toutes les mesures d'allègement fiscal aux grandes entreprises (exemptions ou reports de paiement à tous les niveaux), et pour le transfert du fardeau fiscal des travailleuses/eurs aux grandes entreprises et aux riches;

* des mesures d'urgence pour protéger et étendre notre système public de soins de santé, d'éducation et d'autres programmes sociaux, y compris la mise en place d'un système de garde d'enfants financé et administré publiquement, universel, de qualité et abordable, doté de normes standard dans tout le Canada; et

* le retrait immédiat du Canada de la désastreuse guerre d'occupation en Afghanistan, et une réduction de 50% des dépenses militaires.

à plus long terme, la sécurité et l'efficacité immédiate de ces mesures de lutte contre la crise exigeront à leur tour d'autres

mesures de transformation visant à garantir les emplois, les revenus et les services pour le peuple canadien, y compris :

* la nationalisation démocratique des grandes banques, des compagnies d'assurances et d'autres institutions financières au Canada;

* la nationalisation de l'industrie de l'énergie pour garantir l'offre intérieure et pour fournir la base matérielle permettant la reconstruction économique de l'industrie canadienne et la création de centaines de milliers d'emplois;

* le retrait immédiat du Canada de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), la cessation immédiate des négociations en vue du «Partenariat pour la sécurité et la prospérité» (PSP) et l'adoption d'une politique commerciale beaucoup plus diversifiée, multilatérale et fondée sur le principe des avantages mutuels;

E t
* l'introduction d'un revenu annuel garanti (RAG) permettant de vivre, et d'une semaine de travail plus courte sans perte de salaire. ■

«Les dirigeants israéliens sont des fascistes» Albert Einstein

Lettre adressée au New-York Times par Albert Einstein et d'autres (voir la liste ci-dessous) au sujet de Begin et d'Israel.

A l'éditeur du New-York Times New York, 2 Dec. 1948

Parmi les phénomènes politiques les plus inquiétants de notre époque, il y a dans l'Etat nouvellement créé d'Israël, l'apparition du "Parti de la Liberté" (Tnuat Ha-herut),* un parti politique étroitement apparenté dans son organisation, ses méthodes, sa philosophie politique et son appel social aux partis Nazi et fascistes.

Il a été formé par les membres et partisans de l'ancien Irgun Zvai Leumi, une organisation terroriste d'Extrême-Droite et nationaliste en Palestine.

La visite actuelle de Menahem Begin, le chef de ce parti, aux Etats-Unis est évidemment calculée pour donner l'impression d'un soutien américain à son parti lors des prochaines élections israéliennes, et pour cimenter les liens politiques avec les éléments Sionistes conservateurs aux Etats-Unis.

Plusieurs Américains de réputation nationale ont prêté leurs noms pour accueillir sa visite. Il est inconcevable que ceux qui s'opposent au fascisme dans le monde entier, si correctement informés quant au passé et aux perspectives politiques de M. Begin, puissent ajouter leurs noms et soutenir le mouvement qu'il représente.

Avant que des dommages irréparables ne soient faits par des contributions financières, des manifestations publiques en soutien à Begin et avant de donner l'impression en Palestine qu'une grande partie de l'Amérique soutient des éléments fascistes en Israel, le public américain doit être informé sur le passé et les objectifs de M. Begin et de son mouvement.

Les déclarations publiques du parti de Begin ne montrent rien quant à leur caractère réel. Aujourd'hui ils parlent de liberté, de

démocratie et d'anti-impérialisme, alors que jusqu'à récemment ils ont prêché ouvertement la doctrine de l'Etat Fasciste.

C'est dans ses actions que le parti terroriste trahit son véritable caractère. De ses actions passées nous pouvons juger ce qu'il pourrait faire à l'avenir.

Attaque d'un village Arabe

Un exemple choquant fût leur comportement dans le village Arabe de Deir Yassin Ce village, à l'écart des routes principales et entouré par des terres Juives, n'avait pas pris part à la guerre et avait même combattu des bandes arabes qui voulaient utiliser comme base le village.

Le 9 Avril, d'après le New-York Times, des bandes de terroristes ont attaqué ce village paisible, qui n'était pas un objectif militaire dans le combat, ont tué la plupart de ses habitants - 240 hommes, femmes et enfants - et ont maintenu quelques uns en vie pour les faire défilés comme captifs dans les rues de Jérusalem.

La majeure partie de la communauté juive a été horrifiée par cet acte, et l'Agence Juive a envoyé un télégramme d'excuses au Roi Abdullah de Trans-Jordanie. Mais les terroristes, loin d'avoir honte de leurs actes, étaient fiers de ce massacre, l'ont largement annoncé et ont invité tous les correspondants étrangers présents dans le pays à venir voir les tas de cadavres et les dégâts causés à Deir Yassin.

L'incident de Deir Yassin illustre le caractère et les actions du Parti de la Liberté. Au sein de la communauté juive, ils ont prêché un mélange d'ultra-nationalisme, de mysticisme religieux et de supériorité raciale. Comme d'autres partis fascistes, ils ont été utilisés pour casser les grèves et ont eux-même encouragé la destruction des syndicats libres. Dans leur Convention, ils ont proposé les syndicats de corporation sur le modèle fasciste italien.



Bombardement de la bande de Gaza par l'armée Israélienne

Lors des dernières années de violences sporadiques anti-Britanniques, l'IZL et le groupe Stern ont inauguré le règne de la terreur parmi la communauté juive de Palestine. Des professeurs ont été battus pour s'être exprimés contre eux, des adultes ont été abattus pour ne pas avoir laissé leurs enfants les rejoindre. Par des méthodes de gangsters, des tabassages, des bris de fenêtres et des vols largement répandus, les terroristes ont intimidé la population et ont exigé un lourd tribut.

Les hommes du Parti de la Liberté n'ont pas pris part aux accablissements constructifs en Palestine. Ils n'ont repris aucune terre, n'ont construit aucune colonie et ont seulement amoindri l'activité de la Défense Juive. Leurs efforts dans l'immigration, très divulgués, étaient minutieux et consacrés principalement à faire venir des compatriotes fascistes.

Contradictions

Les contradictions entre les affirmations "en or" faites actuellement par Begin et son Parti et les rapports de leur performance passée en Palestine donnent l'impression d'un parti politique peu ordinaire. C'est la marque indubitable d'un parti fasciste pour qui le terrorisme (contre les

Juifs, les Arabes ainsi que les Britanniques) et les fausses déclarations sont des moyens, et dont un "Etat Leader" est l'objectif.

À la lumière des observations précédentes, il est impératif que la vérité au sujet de M. Begin et de son mouvement soit connue dans ce pays. Il est encore plus tragique que la haute direction du Sionisme américain ait refusé de faire campagne contre les efforts de Begin, ou même d'exposer à ses propres éléments les dangers pour Israel que représente le soutien à Begin.

Les soussignés prennent donc ces moyens pour présenter publiquement quelques faits frappants au sujet de Begin et de son parti et pour recommander à tous ceux qui sont concernés de ne pas soutenir cette dernière manifestation du fascisme.

ISIDORE ABRAMOWITZ,
HANNAH ARENDT,
ABRAHAM BRICK,
RABBI JESSURUN CARDOZO,
ALBERT EINSTEIN,
HERMAN EISEN, M.D.,
HAYIM FINEMAN,
M. GALLEN, M.D.,
H.H. HARRIS,
ZELIG S. HARRIS,
SIDNEY HOOK,
FRED KARUSH,
BRURIA KAUFMAN,
IRMA L. LINDHEIM,
NACHMAN MAJSEL,

SEYMOUR MELMAN,
MYER D. MENDELSON, M.D.,
HARRY M. ORLINSKY,
SAMUEL PITLICK,
FRITZ ROHRLICH,
LOUIS P. ROCKER,
RUTH SAGER,
ITZHAK SANKOWSKY,
I.J. SHOENBERG,
SAMUEL SHUMAN,
M. ZNGER,
IRMA WOLPE,
STEFAN WOLPE.

*L'Herut est le précurseur du parti israélien du Likud (conformément à l'idéologie de Vladimir Jabotinsky). Begin (un terroriste recherché) est devenu plus tard le Premier Ministre d'Israel (Likud) et sous son gouvernement, des dizaines de milliers de civils libanais et palestiniens ont été tués dans les années 80. Les successeurs de Menachem Begin au Likud (et en tant que premiers ministres israéliens) dont Netanyahu et Sharon sont responsables d'innombrables autres décès de civils. Tandis que les auteurs mentionnent les excuses de l'Agence Juive "envoyée au Roi Abdullah" qui n'est pas même Palestinien, des recherches postérieures démontrent la participation de la Hagannah et de l'Agence Juive dans le massacre de Deir Yassin ainsi que la participation de l'Agence Juive et du Fonds National Juif dans le nettoyage ethnique
02/03/2008, Qumsiyeh <http://www.qumsiyeh.org/>
Traduction : MG pour ISM <http://ism-france.>■



Le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) a terminé au premier rang lors des élections législatives au Salvador le 18 janvier dernier, augmentant les chances que Mauricio Funes, le candidat du mouvement progressiste, gagne l'élection présidentielle de Mars. Cette victoire électorale s'ajoute à toutes celles que les forces de gauche obtiennent de plus en plus en Amérique latine.

Le FMLN a obtenu 42,6% des voix le 18 janvier, en prenant 35 sièges sur 84 à l'Assemblée législative. Il s'agit d'une augmentation de 2,9% des votes et trois sièges de plus par rapport aux élections législatives de

Mars 2006. Un total de 943 936 électeurs ont soutenu le FMLN, contre 624 635 il ya trois ans.

Cependant, en dépit du déclin de l'appui qu'ont reçu les partis de la Droite, le FMLN n'a pas obtenu la majorité des sièges à l'Assemblée.

Ces résultats sont les meilleurs depuis l'accord de paix que le FMLN a signé en 1992. L'accord a mis fin à une longue guerre civile pendant laquelle les militaires et les forces de droite, soutenus par les Etats-Unis ont perpétré de nombreux massacres contre les paysans, les syndicats, et divers représentants de l'opposition.■



Victime de l'agression d'Israël sur la bande de Gaza

Afghanistan, l'histoire que l'on ne raconte pas

Barack Obama s'est fait l'avocat de l'escalade militaire en Afghanistan. Avant de sombrer plus profondément dans ce bourbier, nous ferions bien d'apprendre certaines choses sur l'histoire récente de l'Afghanistan et sur le rôle qu'y ont joué les Etats-Unis.

Michael Parenti

Moins d'un mois après l'attaque du 11 septembre 2001 sur le World Trade Center et le Pentagone, les dirigeants états-uniens entreprirent une attaque aérienne de grande ampleur contre l'Afghanistan, pays supposé abriter Oussama Ben Laden et son organisation terroriste Al-Qaïda. Plus de vingt années plus tôt, en 1980, les Etats-Unis étaient intervenus pour s'opposer à une « invasion » soviétique de ce pays. Même certains auteurs progressistes de renom, qui font habituellement preuve d'opinions plus critiques à l'égard de la politique étrangère des Etats-Unis, avaient qualifié de « bonne chose » l'intervention US contre le gouvernement soutenu par les Soviétiques. La vérité historique n'est pas si belle.

8 décembre 2008

Un peu d'histoire authentique

Depuis l'époque féodale, le mode de répartition des terres en Afghanistan était resté inchangé, avec plus de 75 % des terres attribuées à de grands propriétaires terriens qui ne représentaient qu'à peine 3 % de la population rurale. Au milieu des années 1960, des éléments démocratiques révolutionnaires se rassemblèrent pour former le Parti Démocratique du Peuple (PDP). En 1973, le Roi fut déposé mais le gouvernement qui le remplaça s'avéra autocratique, corrompu et impopulaire. Il fut à son tour renversé en 1978 lors d'une démonstration de masse en face du palais présidentiel après que l'armée était intervenue aux côtés des manifestants. Les officiers qui prirent le pouvoir invitèrent le PDP à constituer un nouveau

gouvernement sous la direction de Noor Mohammed Taraki, poète et écrivain.

C'est ainsi qu'un gouvernement de coalition de forces démocratiques nationales, sous direction marxiste, arriva au pouvoir. « Ce fut un phénomène totalement local. Pas même la CIA ne le reprocha à l'URSS. » écrit Georges Ryan, professeur émérite à l'Université de Winnipeg, qui supervisait à l'époque un projet de recherche agricole en Afghanistan.

Le gouvernement Taraki légalisa les syndicats, instaura le salaire minimum et l'impôt progressif sur le revenu, lança une campagne d'alphabétisation et des programmes sociaux qui donnèrent à l'ensemble de la population accès aux soins de santé, au logement et aux services publics de base. Des coopératives de paysans s'organisèrent et des prix planchers furent imposés sur les nourritures de base. Le gouvernement poursuivait également la campagne d'émancipation des femmes entreprise par le roi afin de les libérer de leurs liens de soumission tribale ancestrale. Il instaura également l'enseignement public pour les filles et pour les enfants de toutes les tribus.

Un reportage du San Francisco Chronicle du 17 novembre 2001 faisait observer que, sous le régime de Taraki, Kaboul avait été « une ville cosmopolite. Les artistes et les hippies affluaient dans la capitale. Les femmes étudiaient l'agronomie, les sciences appliquées et l'administration des affaires à l'université de Kaboul. Des femmes occupaient des postes gouvernementaux - dans les années 1980, sept femmes étaient membres du Parlement. Les femmes conduisaient des voitures, voyageaient et allaient à des rendez vous ; 50 % des étudiants universitaires étaient des femmes. »

Le gouvernement Taraki décida d'éradiquer la culture de l'opium : jusqu'alors, l'Afghanistan produisait plus de 70 % de l'opium nécessaire aux besoins mondiaux en héroïne. Le gouver-

nement annula aussi la dette de tous les paysans et entreprit une grande réforme agraire. Ryan estime que c'était « un gouvernement foncièrement populaire dans lequel la population plaçait beaucoup d'espoir pour l'avenir. »

Mais des oppositions surgirent de plusieurs milieux. Les seigneurs féodaux s'opposèrent à la réforme agraire qui restreignait leurs privilèges tandis que les hommes des tribus et les mollahs fondamentalistes s'opposèrent vigoureusement aux mesures gouvernementales pour l'égalité des sexes et pour l'instruction des femmes et des enfants. A cause de sa politique économique collectiviste et égalitaire, le gouvernement Taraki s'exposa aussi à l'opposition des services de sécurité US. Peu après que le PDP eut accédé au pouvoir, la CIA, assistée par l'Arabie Saoudite et les militaires pakistanais, lança une action de grande envergure en Afghanistan aux côtés des seigneurs féodaux déposés, des chefs de tribu réactionnaires, des mollahs et des trafiquants d'opium.

Un personnage important au sein du gouvernement Taraki était Hafizulla Amin dont beaucoup pensent qu'il avait été recruté par la CIA pendant ses années d'études aux Etats-Unis. En septembre 1979, Amin s'empara du pouvoir à la faveur d'un coup d'Etat militaire. Il fit exécuter Taraki, mit un terme aux réformes et assassina, emprisonna ou exila des milliers de partisans de Taraki tout en instaurant un état islamique fondamentaliste. Au bout de deux mois, il fut renversé par un noyau de membres du PDP associés à des militaires.

Il convient d'insister sur le fait que tout cela s'est passé avant l'intervention militaire soviétique. Zbigniew Brzezinski, conseiller à la Sécurité nationale, a publiquement admis - des mois avant que les troupes soviétiques n'envahissent le pays - que l'administration Carter avait versé des sommes énormes aux extrémistes musulmans pour torpiller l'action du gouvernement réformateur. Certaines de ces interventions consistaient en attaques



violentes de moudjahiddins (combattants de la guérilla islamique), soutenus par la CIA, contre des écoles et des enseignants dans les zones rurales.

A la fin de 1979, le gouvernement PDP, assailli de toutes parts, demanda à Moscou de lui fournir un contingent de troupes pour contenir les moudjahiddins et les mercenaires étrangers, tous recrutés, financés et équipés par la CIA. Les Soviétiques avaient déjà soutenu des projets d'aide au développement des ressources minières, de l'enseignement, de l'agriculture et de la santé publique. Le déploiement de troupes représentait un engagement beaucoup plus sérieux et politiquement dangereux. Il fallut que Kaboul s'y prenne à plusieurs reprises avant que Moscou n'accède à sa demande d'intervention militaire.

Jihad et taliban, façon CIA.

L'intervention militaire soviétique était une occasion en or pour la CIA de transformer une guerre tribale en une guerre sainte, en un jihad islamique, destinée à expulser les communistes sans dieu de l'Afghanistan. Au fil des ans, les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite dépensèrent environ quarante milliards de dollars pour la guerre en Afghanistan. La CIA et ses alliés recrutèrent, équipèrent et entraînaient environ cent mille moudjahiddins radicaux provenant de quarante pays musulmans, parmi lesquels le Pakistan, l'Arabie Saoudite, l'Iran, l'Algérie et l'Afghanistan. Parmi ceux qui répondirent à l'appel, se trouvait un certain Oussama Ben Laden et ses hommes.

Au terme d'une guerre longue et infructueuse, en février 1989, les Soviétiques évacuèrent le pays. On croit généralement que le gouvernement marxiste PDP s'effondra peu après le départ des Soviétiques. En réalité, il

conserva suffisamment de soutien populaire pour combattre trois années encore, survivant ainsi d'un an à l'Union Soviétique.

En prenant le pouvoir en Afghanistan, les moudjahiddins se mirent à se battre entre eux. Ils ravagèrent les villes, terrorisèrent les populations, pillèrent, organisèrent des exécutions de masse, fermèrent les écoles, violèrent des milliers de femmes et de jeunes filles et réduisirent en ruines la moitié de Kaboul. En 2001, Amnesty International rapporte que les moudjahiddins utilisaient les violences sexuelles comme « méthode d'intimidation des populations vaincues et comme récompense pour les soldats. »

Dirigeant le pays comme des gangsters à la recherche de revenus faciles et abondants, les chefs tribaux ordonnèrent aux paysans de planter des pavots. L'ISI pakistanaise, proche partenaire junior de la CIA, installa des centaines de laboratoires d'extraction d'héroïne à travers l'Afghanistan. Deux ans après l'arrivée de la CIA, la frontière Pakistan-Afghanistan était devenue la plus grosse productrice d'héroïne au monde.

Largement créés et financés par la CIA, les mercenaires moudjahiddins acquirent leur autonomie. Des centaines d'entre eux entrèrent ainsi en Algérie, en Tchétchénie, au Kosovo et au Cachemire pour entreprendre des actions terroristes au nom d'Allah et à l'encontre de ceux qu'ils considéraient comme ayant corrompu l'Islam.

En Afghanistan même, à partir de 1995, une branche extrémiste de l'Islam sunnite, « les talibans », abondamment financée et conseillée par l'ISI et par la CIA avec le soutien des partis politiques islamiques pakistanais, se fraya un chemin vers le pouvoir,



Un Mujahidin pointant un missile Stinger fabriqué aux États-Unis près de Gardez, Afghanistan, Dec. 1991.

AFGHANISTAN (2001) :

- MEDIAMENSONGE : Bush prétend venger le 11 septembre et capturer Ben Laden
- CE QU'ON APPRENDRA PLUS TARD : Aucune preuve que ce réseau existe. De toute façon, les talibans avaient proposé d'extrader Ben Laden.
- VERITABLE OBJECTIF : Contrôler militairement le centre stratégique de l'Asie, construire un pipeline permettant de contrôler l'approvisionnement énergétique de l'Asie du Sud.
- CONSEQUENCES : Occupation de très longue durée, et forte hausse de la production et du trafic d'opium.

prenant le contrôle de presque tout le pays et emmenant dans son sillage, à grand renfort de menaces et de cadeaux, beaucoup de chefs tribaux.

Les talibans s'engagèrent à mettre fin aux luttes entre factions et au banditisme qui était la marque des moudjahiddins. Les personnes soupçonnées de meurtre ou d'espionnage étaient exécutées tous les mois dans les stades et celles qui étaient accusées de vol avaient la main coupable tranchée. Les talibans condamnaient toutes les formes « d'immoralité », comme le sexe avant le mariage, l'adultère et l'homosexualité. Ils mettaient aussi hors la loi la musique, les spectacles, les librairies, la littérature, l'éducation laïque et l'essentiel de la recherche scientifique.

Les talibans instaurèrent un règne de terreur religieuse, imposant une interprétation plus stricte encore de l'Islam que celle du clergé de Kaboul. Tous les hommes devaient porter la barbe non taillée et les femmes devaient porter la burqa qui les couvre de la tête aux pieds, y compris le visage. Ceux qui ne se soumettaient pas rapidement à ces contraintes se voyaient rapidement et sévèrement sanctionnés par le Ministère de la vertu. Une femme qui quittait le domicile conjugal ou accusait son époux de violences se retrouvait sévèrement fouettée par les autorités religieuses. Les femmes étaient exclues de la vie sociale, privées de l'essentiel des soins médicaux, écartées de tous les niveaux d'enseignement et de toutes les possibilités de travail à l'extérieur. Les femmes qui étaient jugées « immorales » étaient lapidées à mort ou enterrées vivantes.

Rien de tout cela ne perturbait les dirigeants à Washington et ils s'accommodaient fort bien des talibans. Et même, jusqu'en 1999, le gouvernement US a versé la totalité du salaire annuel de chaque officiel du gouvernement taliban. Ce n'est qu'à partir d'octobre 2001, quand le président George W. Bush a eu besoin de rallier l'opinion publique derrière sa campagne de bombardement de l'Afghanistan, qu'il a dénoncé l'oppression des femmes. Son épouse, Laura Bush, se métamorphosa en une nuit en une féministe convaincue pour émettre un discours détaillant certains des abus commis contre les femmes en Afghanistan.

La seule chose positive que l'on peut mettre au crédit des talibans, c'est qu'ils mirent un frein aux pillages, viols et crimes que les moudjahiddins avaient commis jusque-là de façon régulière. En 2000, les autorités talibanes ont également éradiqué la culture du pavot dans tous les territoires sous leur contrôle, une action presque complètement couronnée de succès selon le Programme de contrôle des drogues des Nations unies. Avec le renversement des talibans et la réinstallation à Kaboul, en décembre 2001, d'un gouvernement moudjahiddin choisi par les Occidentaux, la production d'opium a repris de plus belle en Afghanistan.

Les années de guerre qui ont suivi ont coûté des dizaines de milliers de vies afghanes. A côté de ceux qui ont été tués par les missiles de croisière, les bombardiers furtifs, les bombes à fragmentation et les mines, il y a tous ceux qui continuent à mourir de faim, de froid, de manque d'abris et de manque d'eau potable.

La sainte croisade pour le pétrole et le gaz.

Bien qu'ils prétendent combattre le terrorisme, les dirigeants US se sont trouvés d'autres raisons bien plus motivantes, mais bien moins avouables, pour s'enfoncer plus encore dans le borbier afghan. Cette région d'Asie centrale est riche en gisements de gaz et de pétrole. Dix ans avant le 11 septembre, le Time magazine du 18 Mars 1991 faisait savoir que les élites politiques US y envisageaient une présence militaire. La découverte de vastes gisements de gaz et de pétrole au Kazakhstan et au Turkménistan constituait l'appât, tandis que la dissolution de l'Union Soviétique ôtait l'obstacle majeur à la poursuite d'une politique d'intervention agressive dans cette partie du monde.

Les compagnies pétrolières US ont acquis les droits sur 75 % environ de ces nouvelles réserves. Exporter ce pétrole et ce gaz de régions enclavées était un problème majeur. Les officiels US se sont opposés à l'utilisation des pipelines russes ou à l'accès direct au golfe Persique à travers l'Iran. Au lieu de cela, ces officiels et les compagnies contractantes ont envisagé des voies alternatives à travers l'Azerbaïdjan et la Turquie vers la Méditerranée ou encore à travers la Chine vers le Pacifique. La voie qui avait la préférence d'UNOCAL, une compagnie basée aux Etats-Unis, traversait l'Afghanistan et le Pakistan vers l'océan Indien.

Les tractations intensives qu'UNOCAL menait avec le régime taliban n'aboutirent à rien, jusqu'à ce qu'en 1998 une compagnie argentine ne fasse une offre plus avantageuse pour le pipeline. La guerre de Bush contre les talibans mit fin aux espoirs d'UNOCAL de participer à l'entreprise. Il est intéressant de remarquer que les administrations Clinton et

Bush n'ont jamais placé l'Afghanistan sur la liste officielle du département d'Etat des pays accusés de financer le terrorisme, cela en dépit de la présence reconnue d'Oussama Ben Laden comme hôte du gouvernement taliban. Cette qualification d'« état voyou » aurait rendu impossible, pour une compagnie US de prospection ou de reconstruction, la signature avec Kaboul d'accords pour l'installation d'un pipeline vers les champs pétroliers et gaziers d'Asie centrale.

En somme, bien avant les attaques du 11 septembre, le gouvernement US avait préparé le terrain pour intervenir contre les talibans et installer un gouvernement croupion à Kaboul ainsi qu'une présence militaire directe en Asie centrale. Les attaques du 11 septembre ont fourni le détonateur idéal, mobilisant l'opinion publique US et les alliés encore hésitants à soutenir une intervention militaire.

On peut être d'accord avec John Ryan lorsqu'il défend l'idée que, si Washington avait laissé tranquille le gouvernement Taraki en 1979, « il n'y aurait pas eu d'armée de moudjahiddins, pas d'intervention soviétique, pas de guerre de destruction en Afghanistan, pas d'Oussama Ben Laden et pas de tragédie du 11 septembre. » Mais c'était trop demander à Washington que de laisser en paix un gouvernement de gauche progressiste qui organisait la société en fonction des besoins publics collectifs plutôt qu'en fonction de l'accumulation privée.

L'intervention US en Afghanistan ne

s'est pas avérée très différente de ce qu'elle avait été au Cambodge, en Angola, au Mozambique, en Ethiopie, au Nicaragua, à Grenade, au Panama et ailleurs. Elle avait le même objectif de prévenir des réformes sociales égalitaires et aboutissait au même résultat : renverser des gouvernements favorables aux réformes économiques. Dans tous ces cas, les interventions ont réinstallé au pouvoir des éléments rétrogrades, laissé une économie en ruine et détruit sans pitié un grand nombre de vies innocentes.

La guerre contre l'Afghanistan, pays appauvri et martyrisé par la guerre, continue à être présentée dans les cercles officiels US comme une croisade chevaleresque contre le terrorisme. Il n'en est rien, cela a été un moyen pour faire bien d'autres choses : détruire un ordre social progressiste, prendre le contrôle très bénéfique d'une des dernières vastes réserves encore intactes au monde d'une énergie fossile en voie d'épuisement et implanter des bases militaires US dans une région supplémentaire.

Face à tout cela, l'appel d'Obama pour le « changement » sonne creux.

Traduit de l'anglais par Oscar Grosjean pour Investig'Action.

Les derniers ouvrages de Michael Parenti sont : « The Michael Parenti reader » et « God and his demons », à paraître. Pour de plus amples renseignements, consulter le site www.michaelparenti.org ■



Un véhicule humvee de l'armée américaine passe à côté d'un champ de pavot destiné à la production d'opium, près de Lashkar Gah, dans la province de Helmand en Afghanistan

Subscribe to People's Voice

News for people, not for profits!

- [] Subscription for one years : \$25,00
- [] Subscription for two years : \$45,00
- [] Low income spécial rate : \$12,00
- [] Outside Canada : \$25,00 Us ou \$35,00 Cnd for one year

Name :

Address :

Postal Code :

Country :

Send to : People's Voice,
706 Clark Drive,
Vancouver, BC, Canada
V5L 3J1

Write your cheque for : People's Voice

Abonnez-vous à Clarté

Un journal pour le peuple, pas pour les profits

- [] Abonnement régulier pour 8 numéro : 20,00\$
- [] Abonnement de soutien: 30,00\$ ou +

Nom :

Adresse :

Code postal :

Pays :

Envoyez ce coupon à :

Clarté
3115, av. Appleton, app. 1,
Montréal (Québec)
Canada H3S 1L6

Faites votre chèque à l'ordre de :
People's Voice

Clarté

Prolétaires de tous les pays, peuples et nations opprimés, unissez-vous!

La 10^{ème} Rencontre Internationale des Partis Communistes et Ouvriers.

À la fin de novembre 2008 s'est tenue à Sao Paulo au Brésil la 10^{ème} Rencontre Internationale des Partis communistes et ouvriers. Le Parti communiste du Canada y avait délégué le camarade Kimball Cariou, rédacteur en chef de *People's Voice* et membre du Comité exécutif central. La première rencontre avait été organisée à Athènes par le Parti communiste de Grèce. Au cours des deux dernières années, les rencontres se sont tenues au Portugal et en Biélorussie. Cette année, la conférence a été organisée par le Parti communiste du Brésil. Ces réunions annuelles sont d'importantes occasions pour les partis d'échanger leurs vues afin de développer l'unité politique et d'action du mouvement communiste international. Voici la résolution adoptée par les 65 partis présents à cette conférence.

Proclamation de Sao Paulo

Le socialisme est l'alternative ! Le monde fait face à une crise économique et financière grave et de grande ampleur. C'est une crise capitaliste, qui ne peut pas être dissociée de la nature et des contradictions insolubles du système capitaliste. Il s'agit probablement de la crise la plus grave depuis la Grande Dépression qui avait commencé par le crash de 1929. Comme toujours, les travailleurs et les peuples sont les principales victimes. La crise actuelle est l'expression d'une crise plus profonde, inhérente au système capitaliste. Elle illustre les limites historiques du Capitalisme et la nécessité de son renversement révolutionnaire. La crise actuelle représente aussi une lourde menace de régression sociale et démocratique. Elle fournit, comme l'Histoire l'a montré, une base pour des mouvements autoritaires et militaristes. Cela exige plus de vigilance de la part des partis communistes et de toutes les forces démocratiques et anti-impérialistes. Tandis que des milliards des ressources publiques sont mobilisés pour sauver ceux qui sont responsables de cette crise (grand capital, haute finance et spéculateurs), travailleurs, petits paysans, couches moyennes, et tous ceux qui travaillent pour vivre suffoquent sous le poids des monopoles et vont subir encore plus d'exploitation et de chômage, la réduction de leurs retraites salaires, l'insécurité, la faim et la pauvreté. De puissantes campagnes idéologiques de diversion cherchent à dissimuler les véritables origines de la crise et de bloquer la voie vers des solutions qui se-

raient dans l'intérêt des masses populaires, qui favoriseraient un nouvel équilibre du pouvoir, un nouvel ordre international en faveur des forces populaires, de la solidarité internationale et de l'amitié entre les peuples. Les principales puissances capitalistes, à commencer par les USA, l'Union Européenne et le Japon, utilisent les organisations internationales qu'elles dominent, FMI, Banque Mondiale, Banque Centrale Européenne, OTAN et autres.

Elles manipulent également l'ONU pour qu'elle se conforme à leurs besoins. Elles travaillent frénétiquement sur des « solutions », qui sont elles-mêmes les germes de nouvelles crises, et tentent de secourir le système à court terme et de renforcer les mécanismes de l'exploitation impérialiste et de l'oppression.

En recourant à des boucs émissaires et en insistant sur des options erronées pour la « régulation », l'« humanisation » et la « réforme » du capitalisme, elles cherchent à sauver les apparences en laissant les choses en l'état. Les partis qui soutiennent le capitalisme ont accepté en hâte les dogmes du « Consensus de Washington » qui a nourri le financement spéculatif brutal de l'économie. La social-démocratie, dissimulant sa complaisance pour le néolibéralisme et sa transformation en pilier de l'impérialisme, tente un retour tardif vers une « régulation » de type keynésien qui laisse intacte la nature de classe du pouvoir et des rapports de propriété. Elle cherche précisément à éviter l'affirmation des alternatives révolutionnaires pour les travailleurs et les peuples.

Mais cette perspective n'est pas inévitable. Comme l'histoire l'a montré à d'autres moments, les travailleurs et les peuples, s'ils s'unissent, peuvent agir sur le cours des événements économiques, sociaux et politiques. Ils peuvent arracher, dans leur intérêt, d'importantes concessions au grand capital, éviter les fuites en avant vers le fascisme et la guerre, ouvrir le chemin à de profondes transformations à caractère progressiste et même révolutionnaire.

Le panorama international est celui d'une lutte de classes qui s'aiguise de plus en plus. L'humanité traverse l'un des moments les plus difficiles et les plus complexes de son histoire : une crise économique globale qui coïncide simultanément avec une crise énergétique et alimentaire et une crise environnementale sérieuse, un monde de profondes injustices et d'inégalités, de guerres et de conflits. La scène est celle d'un carrefour historique que traversent deux tendances contradictoires. Il y a,

d'un côté, de grands dangers pour la paix, la souveraineté, la démocratie, pour les droits des peuples et des travailleurs. Il y a, de l'autre, un immense potentiel pour les luttes et la progression de la cause de l'émancipation des travailleurs et des peuples, la cause du progrès social et de la paix, la cause du socialisme et du communisme.

Les Partis Communistes et Ouvriers qui se sont rassemblés pour leur 10^{ème} Rencontre tenue à Sao Paulo saluent les luttes populaires qui émergent à travers le monde contre l'exploitation impérialiste et l'oppression, contre les attaques croissantes sur les conquêtes historiques du mouvement des travailleurs, contre l'offensive militariste et anti-démocratique de l'impérialisme.

Nous insistons sur le fait que la banqueroute du néolibéralisme représente non seulement un échec de la politique de gestion du capitalisme mais l'échec du capitalisme lui-même. Nous sommes confiants dans la supériorité du projet et des idéaux communistes. Nous affirmons que la réponse aux aspirations des travailleurs et des peuples à l'émancipation ne peut être trouvée que dans la rupture avec le pouvoir du grand capital, avec les blocs et les alliances impérialistes, et à travers de profondes transformations libératrices et anti-monopolistes.

Nous affirmons notre conviction que le socialisme est l'alternative et la voie qui mène vers une indépendance réelle et totale des peuples, la voie pour affirmer les droits des , la voie unique pour mettre un terme aux crises destructrices du capitalisme. Nous appelons la classe ouvrière, les travailleurs et les peuples à travers le monde à se joindre à la cause des communistes et des révolutionnaires et, unis autour de leurs intérêts de classe et de leurs légitimes aspirations, à prendre en main la construction d'un avenir de prospérité, de justice et de paix pour l'humanité. Dans ce sens, des conditions apparaissent pour la convergence des luttes et des résistances des peuples dans un large mouvement contre la politique capitaliste mise en œuvre dans la crise ainsi que contre les agressions impérialistes qui menacent la paix.

Certains de la possibilité d'un autre monde, un monde libéré de l'exploitation de classe et de l'oppression par le capital, nous déclarons notre engagement à poursuivre notre marche sur le chemin historique de la construction d'une société nouvelle débarrassée de l'exploitation de classe et de l'oppression, une société socialiste.

Sao Paulo, 23 novembre 2008 ■

LES ÉLECTIONS LOCALES AU CHILI SOULÈVENT DES ESPOIRS POUR LA GAUCHE

Traduit de l'édition du 1-14 février 2009 de *People's Voice*

Par Alfonso Alvarez

À la fin d'Octobre 2008, les élections municipales pour les maires et les conseillers municipaux ont eu lieu dans les villes et villages à travers le Chili. Les résultats ont montré une croissance du vote pour le Parti communiste du Chili et pour l'alliance de gauche connue sous le nom de *Junto Podemos Mas* (Ensemble, nous pouvons faire plus) et dans laquelle participent les communistes. Il est utile d'examiner l'importance de leur succès.

Sept maires et 80 conseillers issus de ces deux groupes ont été élus avec plus de 500.000 votes. Le vote communiste a augmenté par rapport aux précédentes élections, davantage de conseillers ont été élus en même temps que quatre maires communistes.

Selon Guillermo Teillier, président de la CP du Chili, trois autres maires progressistes ont été élus en raison des accords entre les différentes forces politiques de gauche, et d'importants gains ont été réalisés dans les communautés de la classe ouvrière telles que Pedro Aguirre Cerda.

Le candidat du Parti socialiste, Jorge Gajardo, a été élu à La Florida, l'une des plus grandes banlieues de Santiago. Avec le soutien des électeurs du Parti communiste, un candidat indépendant a remporté, dans le nord d' Illapel, et dans la région minière de Lota, un candidat du *Parti humaniste* (qui fait également partie de l'alliance *Junto Podemos Mas*) a gagné Yumbel. Le communiste Hugo Gutierrez a presque gagné la mairie de Estacion Central du centre-ville de Santiago. Il en va de même eu lieu dans la région de Los Vilos, dans le nord du pays.

Grâce à ce succès, le Parti communiste et le mouvement

Junto Podemos Mas ont créé de nouvelles conditions pour exiger la fin de l'exclusion qui les frappe au niveau national, où les règles électorales ne permettent seulement l'élection que des coalitions *Concertation* et *Alianza por Chile* (Droite).

Beaucoup croient à tort que le Parti communiste a un intérêt particulier pour ces élections, et qu'il serait à la recherche de positions au gouvernement. Teillier a clairement indiqué que le parti ne cherche pas de bénéfice spécial ou des arrangements. Son objectif est simplement de mettre un terme à une longue période d'exclusion de la scène politique à laquelle lui et d'autres partis de gauche ont été soumis. Le Parti doit maintenant augmenter la pression sur la Droite, qui sans aucun doute continuera de refuser toute réforme politique et électorale. Le Parti fera également campagne pour des réformes pour les droits de tous les Chiliens, comme le droit de vote pour les citoyens vivant à l'extérieur du pays.

Une tâche immédiate est de pousser pour un accord parlementaire faisant en sorte que le Parti et la gauche puissent élire des sénateurs et des députés, et donc modifier le rapport de force au Congrès.

Le Chili a besoin d'une nouvelle alternative, différente de ce qui est soutenu par la droite, et le gouvernement de la *Concertación*, qui continuent d'essayer d'appliquer le modèle néolibéral dont l'échec est prouvé dans le monde entier.

Le Parti communiste est sur une voie différente et il est prêt à travailler avec la *Central Unica de Trabajadores* (CUT) et d'autres groupes sociaux, syndicats, partis de gauche et organisations pour forger une importante alliance et pousser pour des mesures qui signifient plus que simplement un changement du système électoral. ■

La YCL-LJC est une organisation de jeunes qui militent pour un avenir socialiste. Nous luttons donc pour la justice sociale et la paix, contre l'exploitation et contre toutes les formes d'oppression, comme le racisme, l'oppression des femmes, ou l'oppression nationale

Nous sommes l'organisation pour la jeunesse révolutionnaire la plus ancienne du Canada. Formée en 1923, nous avons, au cours de notre histoire, envoyé des brigades en Espagne durant la guerre civile pour soutenir la République et lutté contre le fascisme, nous avons résisté à la guerre froide, et nous avons mobilisé la population sur de nombreuses questions comme la paix, la justice sociale et le désarmement nucléaire. Nous avons toujours soutenu le mouvement étudiant dans ses luttes et ses revendications. Dans les années 1990, la LJC a été dissoute avec la crise du mouvement communiste de l'époque. Mais il y a quelques années, des jeunes ont voulu faire renaître la Ligue et ils ont réussi. En 2005, nous avons participé à la construction d'une délégation canadienne pour un des plus grands festivals de la jeunesse anti-impérialiste du monde, tenue au Venezuela. En mars 2007 nous avons eu notre congrès de refondation à Toronto.

Les cellules de la LJC se retrouvent partout à travers le pays y compris au Québec, et chacune d'entre-elles combat pour le vrai changement menant au socialisme. Nous publions un journal bilingue, le *Rebel Youth*, qui met de l'avant les combats de la jeunesse ouvrière.

Site internet : <http://www.ycl-ljc.ca/>
Courriel (français) : quebec@ycl-ljc.ca
Courriel (Anglais) : toronto@ycl-ljc.ca

Ligue
Le Mouvement
Ligue des Jeunes Communistes